

Aspects statistiques

N° 95

**Evolution de l'emploi à Genève
entre 1985 et 1991**

Résultats des recensements fédéraux
des entreprises

Volume 1

Sommaire	Page
Introduction	3
1. Définitions et sources complémentaires	4
2. Aperçu global	6
3. Résultats par branche économique	11
4. Comparaison avec la Suisse et les autres cantons	18
5. Quelle évolution après 1991 ?	26
6. Conclusion	28
Annexes	29

L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

Principaux modes de diffusion :

Publications

Voir liste en page 4 de couverture

Téléphone

022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office)

022 / 787 67 67 (indice des prix à la consommation)

Télécopieur

022 / 736 29 45

Vidéotex

*5703 ou *STAT#

Centre de documentation

Ouvert au public de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h

Légende des signes

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- ... donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
- () l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
- [] valeur peu significative
- e valeur estimée
- p donnée provisoire
- r donnée révisée

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec mention de la source.

Office cantonal de la statistique

8, rue du 31-Décembre

Case postale 6255 1211 Genève 6



DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
République et canton de Genève

Aspects statistiques

N° 95

**Evolution de l'emploi à Genève
entre 1985 et 1991**

Résultats des recensements fédéraux
des entreprises

Volume 1

Table des matières	Page
Introduction	3
1. Définitions et sources complémentaires	4
2. Aperçu global	6
2.1 Ensemble des activités	6
2.2 Evolution par secteur économique	7
3. Résultats par branche économique	11
3.1 Evolution 1985-1991	11
3.2 Caractéristiques des branches économiques	14
4. Comparaison avec la Suisse et les autres cantons	18
4.1 Comparaison Genève-Suisse	18
4.2 Comparaison intercantonale	21
5. Quelle évolution après 1991 ?	26
6. Conclusion	28
Annexes :	29
Tableaux statistiques	29
Questionnaire du RFE 91	35

Auteur : Christine Dellsperger

Etude réalisée par :
Christine Dellsperger

Avec la collaboration de :
Hélène Noli (traitement de texte)
Dominique Felsenheimer (graphiques)

Evolution de l'emploi à Genève entre 1985 et 1991

Résultats des recensements fédéraux des entreprises

Volume 1

Introduction

Ce cahier présente - pour le canton de Genève dans son ensemble - les résultats du recensement fédéral des entreprises de 1991 ainsi que l'évolution intervenue depuis 1985. Un deuxième cahier met en valeur ces mêmes résultats au niveau des communes genevoises¹. A l'origine, les recensements des entreprises n'avaient lieu que tous les dix ans. Ce rythme s'est avéré insuffisant étant donné que l'économie subit des mutations de plus en plus rapides. C'est ainsi qu'en 1991 un relevé intermédiaire a été réalisé pour la première fois. Il se limitait cependant à un questionnaire beaucoup plus restreint que celui de 1985.

Comme le montrent les résultats présentés ici, l'économie genevoise a connu une croissance considérable de l'emploi entre 1985 et 1991. Cependant, déjà à partir de l'automne 1990, la conjoncture s'est détériorée et le nombre de chômeurs a augmenté rapidement. Dès le premier trimestre 1991, l'indice de l'emploi indique une diminution du volume de l'emploi. A la date du recensement (septembre 1991), le nombre d'emplois du canton avait donc déjà dépassé son maximum, atteint probablement au cours de la première moitié de 1990. Le mauvais climat conjoncturel a persisté après le recensement de 1991 et la baisse s'est poursuivie. La croissance de l'emploi mise en évidence par les chiffres présentés ici est donc à imputer essentiellement à la deuxième moitié des années 1980.

Ce cahier traite d'abord de l'évolution de l'emploi et du nombre d'établissements, globalement et par secteur économique (chapitre 2). Le chapitre 3 aborde la structure de l'emploi selon les principales activités économiques ainsi que les modifications intervenues entre 1985 et 1991. Les résultats du canton de Genève sont ensuite comparés à ceux de la Suisse et des autres cantons. Enfin, pour mieux situer les résultats du recensement dans le contexte actuel, nous présentons brièvement l'évolution intervenue après 1991 à l'aide de la statistique trimestrielle de l'emploi. L'annexe statistique comporte les résultats détaillés selon l'activité économique.

Signalons que, par rapport aux résultats publiés par l'Office fédéral de la statistique, les résultats de l'OCSTAT présentés ici ont été complétés par ceux des recensements agricoles ainsi que par les résultats relatifs au secteur international (voir sous sources complémentaires ci-après).

¹ *Les emplois dans les communes genevoises en 1985 et 1991*, Aspects statistiques n° 96, Genève, Office cantonal de la statistique, février 1994 (36 p.).

1. Définitions et sources complémentaires

Le recensement fédéral des entreprises (RFE 91) devait permettre de dénombrer, en date du 30 septembre 1991, l'ensemble des entreprises et des établissements des secteurs secondaire et tertiaire, dans le but, notamment, de mettre à jour le *Registre des entreprises et des établissements* (géré par l'Office fédéral de la statistique-OFS), lequel sert de base à des enquêtes statistiques. Rappelons ici que le RFE 91 est un relevé intermédiaire entre deux "grands" recensements (ceux de 1985 et 1995); deux autres relevés du même type sont d'ores et déjà prévus pour 1998 et 2001. Le questionnaire pour le RFE 91 est donc considérablement allégé par rapport à celui de 1985; les unités étaient tenues, d'une part, de vérifier l'exactitude de leur adresse figurant sur le questionnaire ainsi que la description de leur activité économique, et, d'autre part, de répondre à quelques questions relatives à la durée hebdomadaire de travail et aux personnes occupées, réparties par sexe et durée de travail.

Les définitions que nous présentons ci-dessous sont extraites de la publication de l'OFS intitulée "*Recensement des entreprises de 1991, bases du recensement*" (Berne, 1993).

Définition de l'entreprise

Est considérée comme entreprise, au sens du droit privé, la plus petite unité juridiquement indépendante. Une entreprise peut compter un ou plusieurs *établissements*.

Dans le cas où une entreprise ne compte qu'un établissement, les deux termes sont interchangeables. Lorsqu'une entreprise compte au moins deux établissements, l'un d'entre eux (par exemple : la direction de la société, le magasin principal, l'établissement de production, etc.) est défini comme établissement principal et les autres comme établissements secondaires.

En droit public, la délimitation entre entreprise et établissement n'est pas aussi univoque, raison pour laquelle on ne parle généralement que d'établissement.

Définition de l'établissement

Les recensements des entreprises sont des enquêtes localisées. Le critère décisif n'est pas l'adresse postale de l'entreprise, mais l'emplacement effectif de l'établissement.

Le RFE 91 recense tous les établissements non agricoles existant en Suisse, tant publics que privés. En sont exclues les représentations diplomatiques et consulaires étrangères ainsi que les organisations internationales ayant caractère d'autorités. Ces organismes sont recensés à part dans le canton de Genève (voir sources complémentaires).

Le recensement ne retient que les établissements qui produisent ou réparent des biens ou fournissent des services, quelle que soit leur nature, pendant au moins 20 heures par semaine, que cette activité soit rémunérée ou non. En règle générale, les bâtiments (ou parties de bâtiment) ou toute autre unité locale clairement délimitée sont considérés comme établissement. Les éléments décentralisés de l'entreprise (par exemple : les dépôts, les établissements auxiliaires, les bureaux, les services administratifs, les éléments de l'entreprise sis dans une autre commune) font chacun l'objet d'un questionnaire, pour autant qu'on y travaille au moins 20 heures par semaine.

Définition de l'emploi

Dans les établissements qui remplissent les critères du RFE 91, seules les personnes qui travaillent au moins 6 heures par semaine sont retenues, que leur activité soit rémunérée ou non. Cette restriction permet d'exclure du recensement les personnes occupées à titre accessoire dans une association, une fondation, une coopérative, un syndicat, un parti politique, un service public, etc. ainsi que les concierges et personnels de nettoyage occupés à titre secondaire.

Sont considérées comme personnes occupées les propriétaires, gérants, directeurs, indépendants, salariés (à l'exception des personnes travaillant à domicile), apprentis, auxiliaires, personnes travaillant à l'extérieur (par exemple : les monteurs, les chauffeurs, les représentants) ainsi que les volontaires et collaborateurs membres de la famille du propriétaire. Sont également recensées les personnes absentes de l'établissement le jour du recensement pour les raisons suivantes : service militaire, protection civile, maladie, accident, vacances, congé ou autres. *Une personne pouvant occuper plusieurs emplois, il s'agit donc de ne pas confondre la notion d'actif avec celle d'emploi; c'est cette dernière qui fait l'objet de la présente publication.*

Emplois à plein temps ou à temps partiel

En 1991, les personnes occupées ont été recensées selon trois catégories : personnes travaillant au moins 90 %, de 50 à 89 %, moins de 50 % de la durée de travail usuelle de l'établissement. Toute personne travaillant au moins 90 % de la durée hebdomadaire du travail était considérée comme actif occupé à plein temps (emploi à plein temps). Pour permettre la comparaison entre le recensement de 1985 et le recensement de 1991, les chiffres de 1985 ont été recalculés selon la définition appliquée en 1991.

Nomenclature des activités économiques

Dans le RFE 91, comme dans celui de 1985, l'OFS a utilisé la "*Nomenclature générale des activités économiques de 1985*" et les principes et explications qui l'accompagnent. La ventilation des établissements par branche est toujours opérée au niveau de l'établissement et non de l'entreprise. Dans le cas d'établissements exerçant plusieurs activités, c'est la branche qui occupe le plus de personnel qui est retenue comme activité économique.

Cette nomenclature des activités, codifiée selon un système décimal, présente une hiérarchie à quatre niveaux : les divisions (codifiées par un chiffre; au nombre de 9), les classes (codifiées par deux chiffres; au nombre de 54), les groupes (codifiés par trois chiffres; au nombre de 210), les genres (codifiés par quatre chiffres; au nombre de 703). Les tableaux présentés en annexe de cette brochure retiennent les classes et les divisions. Les tableaux dans le texte comportent des groupes recomposés à partir des classes.

Sources complémentaires

Le RFE 91, comme celui de 1985, portait sur tous les *établissements non agricoles*, à l'exception des représentations diplomatiques et des organisations internationales gouvernementales. Cependant, pour couvrir l'ensemble des activités économiques du canton, l'OCSTAT a complété les résultats des recensements fédéraux des entreprises par ceux d'autres enquêtes fédérales ou cantonales.

Pour le *secteur primaire* :

(a) recensement fédéral de l'agriculture de 1985 (établissements agricoles, horticoles et de pêche), complété par la statistique forestière de 1985; (b) recensement fédéral de l'agriculture de 1990 (établissements agricoles et horticoles).

Pour le *secteur international* :

(a) enquêtes cantonales auprès des organisations internationales gouvernementales, des missions permanentes et des consulats, de 1985 et 1991; (b) statistique du personnel des missions permanentes de 1985 et 1991; (c) liste du personnel consulaire de 1986 et 1991.

2. Aperçu global

2.1 Ensemble des activités

Dans le canton de Genève, le **nombre total des emplois** est passé de 243 773 en 1985 à 262 715 en 1991. En six ans, la variation nette de l'emploi se solde donc par un gain de 18 942 (+ 7,8 %) ou une croissance annuelle moyenne de 3 157 emplois. Cette croissance est un peu moins forte que celle de la période de 1975-1985, qui a connu en moyenne une progression nette de 4 099 emplois par an.

En 1991, on compte 22 485 établissements, contre 20 646 en 1985, soit une augmentation nette de 8,9 %. Le nombre moyen d'emplois par établissement est resté pratiquement inchangé, soit 11,8 en 1985 et 11,7 en 1991.

En excluant le secteur international (les organisations intergouvernementales et les représentations diplomatiques), la progression de l'emploi entre 1985 et 1991 est un peu moins élevée, passant de 225 201 à 239 485, soit un gain de 6,3 %².

Si l'augmentation de l'ensemble des emplois durant la période observée est relativement importante, celle des **emplois à plein temps** l'est nettement moins : + 5 972, soit 2,9 %. Les emplois à temps partiel, par contre, ont progressé de 32,5 %, soit de 12 970 unités³. En 1991, un emploi sur cinq à Genève est un emploi à temps partiel.

Autre caractéristique de la période observée : l'**emploi féminin** s'accroît davantage que l'emploi masculin. Ce dernier enregistre un gain de 5,4 %, tandis que les postes occupés par des femmes augmentent de 11,4 %. La part des femmes dans l'emploi total passe ainsi de 39,0 % en 1985 à 40,4 % en 1991.

Canton de Genève

Tableau 1

Emplois selon le sexe et le temps de travail

	1985		1991		Variation 1985-91	
	Nombre	Pour cent	Nombre	Pour cent	Absolue	En pour cent
Total	243 773	100,0	262 715	100,0	18 942	7,8
Hommes	148 609	61,0	156 663	59,6	8 054	5,4
Femmes	95 164	39,0	106 052	40,4	10 888	11,4
Emplois à plein temps	203 887	83,6	209 859	79,9	5 972	2,9
Hommes	136 307	55,9	139 369	53,0	3 062	2,2
Femmes	67 580	27,7	70 490	26,8	2 910	4,3
Emplois à temps partiel	39 886	16,4	52 856	20,1	12 970	32,5
Hommes	12 302	5,0	17 294	6,6	4 992	40,6
Femmes	27 584	11,3	35 562	13,5	7 978	28,9

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

En 1991, deux tiers des emplois à plein temps sont occupés par des hommes, tandis que les emplois à temps partiel sont pour les deux tiers des emplois féminins.

² Pour les résultats sans le secteur international, voir également le chapitre 4.

³ A noter que 3 982 emplois à temps partiel supplémentaires sont dus aux organisations intergouvernementales.

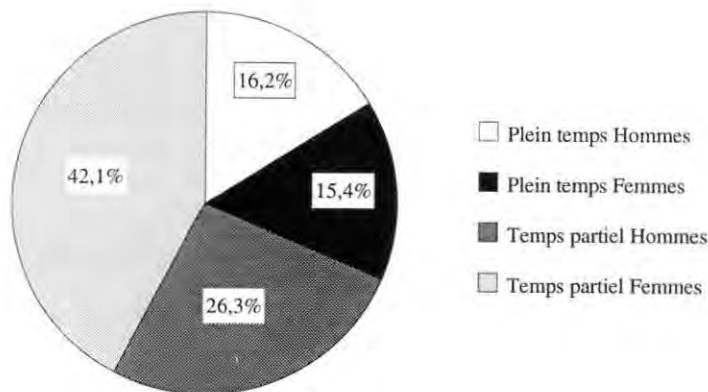
Le *graphique 1* illustre l'accroissement de l'emploi entre 1985 et 1991 selon ces deux critères. Le gain de 18 942 emplois est dû à raison de 68,5 % à des emplois à temps partiel, et 42,1 % de l'accroissement est à imputer à des postes à temps partiel occupés par des femmes. La part des femmes dans l'augmentation globale est de 57,5 %.

Canton de Genève

Graphique 1

Variation du nombre d'emplois entre 1985 et 1991: répartition selon le temps de travail et le sexe

En pour cent



2.2 Evolution par secteur économique

L'économie genevoise se caractérise par une forte prédominance du **secteur tertiaire**. En 1991, ce dernier fournit 80,9 % des emplois. Le secteur **secondaire** (économie énergétique, industrie et construction) englobe 17,9 % des emplois et le secteur **primaire** (agriculture et horticulture) seulement 1,2 %. Par rapport à 1985, on constate que la prédominance du tertiaire s'est encore renforcée, car c'est uniquement dans ce secteur que le nombre d'emplois connaît une progression. Celle-ci se chiffre à 12,1 %, soit 22 924 emplois en plus en 6 ans (voir tableau 2). Les deux autres secteurs, par contre, sont en recul : le secondaire de 5,6 % et le primaire de 27,2 %⁴. Ce dernier chiffre doit être interprété avec prudence, étant donné que les deux recensements agricoles n'ont pas eu lieu le même mois (juin en 1985 et avril en 1990). Il peut donc s'agir en partie d'une variation de nature saisonnière.

La baisse de l'emploi dans le secteur secondaire et la croissance considérable observée dans le tertiaire s'inscrivent dans la poursuite d'une tendance constatée depuis de nombreuses années. Comme le montre le *tableau 3*, la part du secteur tertiaire dans l'emploi total est passée de 72,5 % en 1975 à 80,9 % en 1991. Au cours de la même période, la part de l'emploi du secteur secondaire a baissé de 25,6 % à 17,9 %.

⁴ Pour le secteur primaire, il s'agit de la variation entre 1985 et 1990.

Canton de Genève

Tableau 2

Etablissements et emplois selon le secteur économique

	1985	1991	Variation 1985-91	
			Absolue	En pour cent
Etablissements				
Secteur primaire ¹	749	681	– 68	– 9,1
Secteur secondaire	3 123	3 288	165	5,3
Secteur tertiaire	16 774	18 516	1 742	10,4
Total	20 646	22 485	1 839	8,9
Emplois				
Secteur primaire ¹	4 348	3 164	– 1 184	– 27,2
Secteur secondaire	49 894	47 096	– 2 798	– 5,6
Secteur tertiaire	189 531	212 455	22 924	12,1
Total	243 773	262 715	18 942	7,8

1. Résultats de 1985 et 1990.

Source : OFS (Berne) – OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Canton de Genève

Tableau 3

Répartition des emplois selon le secteur économique

En pour cent

	1975	1982	1985	1991
Secteur primaire ¹	1,9	1,8	1,8	1,2
Secteur secondaire	25,6	21,8	20,5	17,9
Secteur tertiaire	72,5	76,4	77,7	80,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Résultats de 1975, 1980, 1985 et 1990.

Source : OFS (Berne) – OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Comme déjà signalé, les *emplois à temps partiel* ont connu une progression très forte entre 1985 et 1991. Dans le **secteur tertiaire**, ces derniers ont augmenté de 37,8 %, tandis que ceux à plein temps n'ont progressé que de 6,1 %. Ce sont 13 472 postes à temps partiel supplémentaires qui sont enregistrés dans le tertiaire contre seulement 9 452 à plein temps. Le **secteur secondaire** subit une perte nette de 3 166 emplois à plein temps et un gain de 368 emplois à temps partiel. En 1991, ce secteur compte 6,5 % postes à temps partiel, contre 23,1 % dans le tertiaire. Dans les deux secteurs, on constate une augmentation de la proportion des personnes occupées à temps partiel, tendance qui est cependant plus nette dans le secteur tertiaire. Quant au secteur primaire, l'emploi à temps partiel n'est pas comparable à celui des autres secteurs, car il est défini selon des critères propres à l'agriculture.

Canton de Genève

Tableau 4

Emplois selon le temps de travail et le secteur économique

Secteurs secondaire et tertiaire

	Nombre			En pour cent		
	Plein temps	Temps partiel	Total	Plein temps	Temps partiel	Total
1985						
Secteur secondaire	47 218	2 676	49 894	94,6	5,4	100,0
Secteur tertiaire	153 850	35 681	189 531	81,2	18,8	100,0
Total	201 068	38 357	239 425	83,6	16,4	100,0
1991						
Secteur secondaire	44 052	3 044	47 096	93,5	6,5	100,0
Secteur tertiaire	163 302	49 153	212 455	76,9	23,1	100,0
Total	207 354	52 197	259 551	79,9	20,1	100,0
Variation 1985-91						
Secteur secondaire	-3 166	368	-2 798	-6,7	13,8	-5,6
Secteur tertiaire	9 452	13 472	22 924	6,1	37,8	12,1
Total	6 286	13 840	20 126	2,9	32,5	7,8

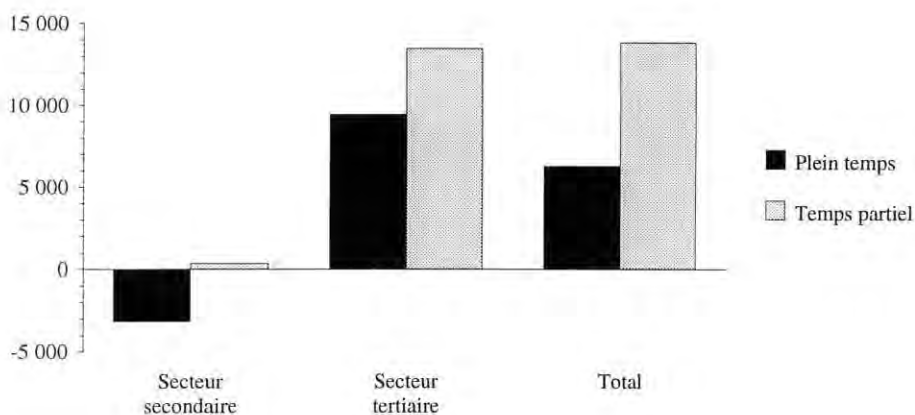
Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Canton de Genève

Graphique 2

Emplois selon le secteur économique et le temps de travail, variation 1985 - 1991

Secteurs secondaire et tertiaire



Emplois selon le taux d'occupation

L'emploi à temps partiel, qui concerne, selon la définition, les personnes occupées à moins de 90 % de la durée de travail usuelle dans l'établissement, peut être réparti en deux catégories : les personnes travaillant moins de 50 % et celles travaillant entre 50 et 89 %. Dans le secteur tertiaire, le gain net de 13 472 emplois à temps partiel est dû, à raison de 6 372, à des postes de moins de 50 %. Plus de la moitié de ces derniers concerne le CERN. Pour faire abstraction de ce cas particulier, le tableau ci-dessous indique l'évolution dans les secteurs secondaire et tertiaire *sans le secteur international*.

Canton de Genève

Tableau 5

Emplois selon le temps de travail et le secteur économique

Secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur international

	1985			1991			Variation 1985-91		
	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Total	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Total	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Total
Nombre									
Plein temps	47 218	137 101	184 319	44 052	145 823	189 875	- 3 166	8 722	5 556
Temps partiel	2 676	33 858	36 534	3 044	43 402	46 446	368	9 544	9 912
dont 50 - 89%	1 899	20 270	22 169	2 065	26 905	28 970	166	6 635	6 801
< 50%	777	13 588	14 365	979	16 497	17 476	202	2 909	3 111
Total	49 894	170 959	220 853	47 096	189 225	236 321	- 2 798	18 266	15 468
Pour cent									
Plein temps	94,6	80,2	83,5	93,5	77,1	80,3	- 6,7	6,4	3,0
Temps partiel	5,4	19,8	16,5	6,5	22,9	19,7	13,8	28,2	27,1
dont 50 - 89%	3,8	11,9	10,0	4,4	14,2	12,3	8,7	32,7	30,7
< 50%	1,6	7,9	6,5	2,1	8,7	7,4	26,0	21,4	21,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	- 5,6	10,7	7,0

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Dans les secteurs secondaire et tertiaire (sans le secteur international), les emplois à temps partiel concernent 19,7 % des postes en 1991. Ceux avec un taux d'occupation inférieur à 50 % sont les moins nombreux et comptent pour 7,4 % du total, ceux entre 50 et 89 % pour 12,3 %. Par rapport aux résultats de 1985, ces deux parts se sont légèrement accrues.

Dans le secteur tertiaire, les personnes occupées à moins de 50 % représentent 8,7 % du total des emplois, celles occupées entre 50 et 89 % comptent pour 14,2 %. Dans le secteur secondaire, ces proportions sont nettement plus basses (respectivement 2,1 % et 4,4 %).

3. Résultats par branche économique

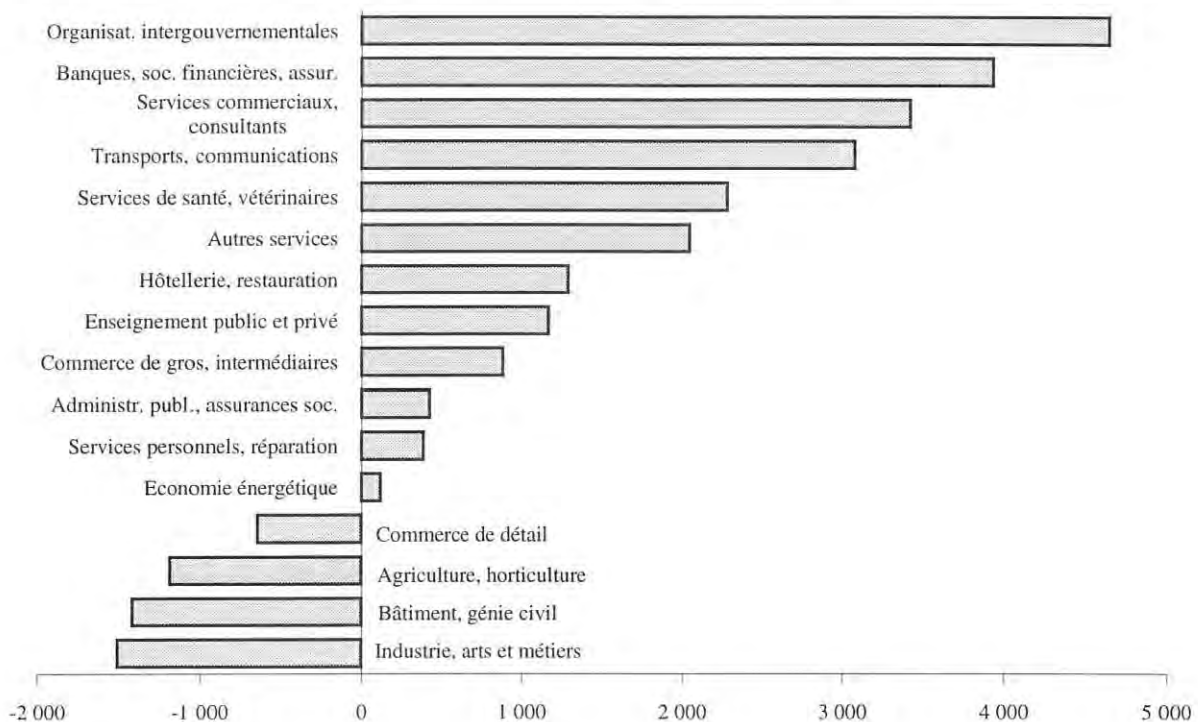
3.1 Evolution 1985 - 1991

Si les trois secteurs économiques se différencient nettement par l'ampleur de leur croissance respective, c'est également le cas pour les branches économiques qui les constituent. En prenant en considération l'emploi total (à plein temps et à temps partiel), quelques-unes de ces branches se distinguent en effet par une forte progression. Ce sont notamment les organisations intergouvernementales et la diplomatie (+ 4 658 emplois ou + 25,1 %), les banques, sociétés financières et assurances (+ 3 939 emplois, + 19,0 %), les services commerciaux et consultants (+ 3 422 emplois, + 22,0 %) ainsi que les transports et communications (+ 3 079 emplois, + 21,3 %).

Canton de Genève

Graphique 3

Variation du nombre d'emplois selon l'activité économique, entre 1985 et 1991



Les activités ayant subi des pertes d'emplois sont l'ensemble de l'industrie et des arts et métiers (- 1 505 emplois, - 5,2 %), le bâtiment et le génie civil (- 1 412 emplois, - 7,3 %), le commerce de détail (- 645 unités, - 2,8 %) ainsi que l'agriculture dont le recul est cependant difficile à chiffrer (voir remarque sous 2.2).

Il faut rappeler dans ce contexte qu'un recul du nombre d'emplois dans une branche économique peut être lié soit à une baisse d'activité, soit à une délocalisation d'entreprises. Pour beaucoup d'activités, il peut aussi être le résultat de gains de productivité. Ainsi, la variation du nombre d'emplois à elle seule n'est pas une indication suffisante pour connaître l'évolution du volume de production, voire de la marche des affaires d'une branche.

Durant les six ans qui séparent les deux recensements, les changements structurels de l'économie genevoise se caractérisent donc principalement par une augmentation du poids de l'emploi des activités suivantes : les organisations intergouvernementales et la diplomatie voient leur part dans l'ensemble de l'emploi passer de 7,6 % en 1985 à 8,8 % en 1991; les banques, sociétés financières et assurances

passent de 8,5 % à 9,4 %; les services commerciaux et consultants de 6,4 % à 7,2 %; les transports et communications de 5,9 % à 6,7 %. A signaler également les services de santé et vétérinaires, qui augmentent leur part dans l'emploi total de 5,8 % à 6,3 %. Du côté des perdants, outre le secteur primaire, ce sont essentiellement l'industrie, dont la part recule de 11,9 % à 10,5 %, le bâtiment et le génie civil (de 8,0 % à 6,9 %) et le commerce de détail (de 9,3 % à 8,4 %).

Canton de Genève

Tableau 6

Emplois selon l'activité économique

	1985		1991		Variation 1985-91	
	Nombre	Pour cent	Nombre	Pour cent	Absolue	En pour cent
Agriculture, horticulture ¹	4 348	1,8	3 164	1,2	- 1 184	- 27,2
Economie énergétique	1 380	0,6	1 499	0,6	119	8,6
Industrie, arts et métiers	29 066	11,9	27 561	10,5	- 1 505	- 5,2
Bâtiment et génie civil	19 448	8,0	18 036	6,9	- 1 412	- 7,3
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	16 335	6,7	17 217	6,6	882	5,4
Commerce de détail	22 743	9,3	22 098	8,4	- 645	- 2,8
Hôtellerie et restauration	14 661	6,0	15 949	6,1	1 288	8,8
Transports et communications	14 424	5,9	17 503	6,7	3 079	21,3
Banques, sociétés financières, assurances	20 682	8,5	24 621	9,4	3 939	19,0
Services commerciaux, consultants	15 549	6,4	18 971	7,2	3 422	22,0
Services personnels, réparation	11 252	4,6	11 635	4,4	383	3,4
Enseignement public et privé	13 393	5,5	14 560	5,5	1 167	8,7
Services de santé, vétérinaires	14 217	5,8	16 502	6,3	2 285	16,1
Autres services	18 003	7,4	20 048	7,6	2 045	11,4
Administration publique, assurances sociales	9 700	4,0	10 121	3,9	421	4,3
Diplomatie, organisations intergouvernementales	18 572	7,6	23 230	8,8	4 658	25,1
Total	243 773	100,0	262 715	100,0	18 942	7,8

1. Résultats de 1985 et 1990.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'emploi à plein temps a connu une progression nettement inférieure à celle de l'emploi à temps partiel (respectivement + 2,9 % et + 32,5 %). En prenant en considération uniquement les **emplois à plein temps**, l'évolution par branche se présente d'une manière quelque peu différente : les taux de croissance sont partout moins élevés (à l'exception de l'administration publique et des assurances sociales) et les branches en recul plus nombreuses. Comparée à l'évolution de l'ensemble des emplois, la baisse de l'emploi à plein temps est légèrement amplifiée dans le secteur secondaire (à l'exception de l'économie énergétique) et nettement plus marquée dans le commerce de détail (- 7,1 % contre seulement - 2,8 %). Dans les groupes "services personnels et réparation" et "enseignement public et privé", qui connaissent une progression de l'emploi total, le nombre des personnes occupées à plein temps est en recul.

Emplois selon le temps de travail et l'activité économique, variation 1985-1991

	Variation absolue			Variation en pour cent		
	Plein temps	Temps partiel	Total	Plein temps	Temps partiel	Total
Agriculture, horticulture ¹	- 314	- 870	- 1 184	- 11,1	- 56,9	- 27,2
Economie énergétique	106	13	119	7,8	61,9	8,6
Industrie, arts et métiers	- 1 826	321	- 1 505	- 6,8	15,6	- 5,2
Bâtiment et génie civil	- 1 446	34	- 1 412	- 7,7	5,7	- 7,3
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	558	324	882	3,8	19,2	5,4
Commerce de détail	- 1 223	578	- 645	- 7,1	10,5	- 2,8
Hôtellerie et restauration	474	814	1 288	3,6	53,9	8,8
Transports et communications	2 038	1 041	3 079	15,7	71,0	21,3
Banques, sociétés financières, assurances	3 380	559	3 939	17,8	33,4	19,0
Services commerciaux, consultants	2 426	996	3 422	18,8	37,9	22,0
Services personnels et réparation	- 1 236	1 619	383	- 15,3	50,8	3,4
Enseignements public et privé	- 35	1 202	1 167	- 0,5	21,2	8,7
Services de santé, vétérinaires	893	1 392	2 285	8,2	42,1	16,1
Autres services	858	1 187	2 045	6,7	23,2	11,4
Administration publique, assurances sociales	589	-168	421	7,7	- 8,0	4,3
Diplomatie, organisations intergouvernementales	730	3 928	4 658	4,4	215,5	25,1
Total	5 972	12 970	18 942	2,9	32,5	7,8

1. Résultats de 1985 et 1990.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Ce sont les banques, sociétés financières et assurances qui connaissent la progression du nombre d'emplois à plein temps la plus importante, avec un gain de 3 380 (+ 17,8 %). Les services commerciaux et consultants ainsi que les transports et communications enregistrent également des gains largement supérieurs à la moyenne, respectivement + 18,8 % et + 15,7 %. Le secteur international, cependant, ne croit que de 4,4 %, la grande majorité des emplois supplémentaires de ce secteur étant à temps partiel.

3.2 Caractéristiques des branches économiques

Ce paragraphe présente une brève description des principales activités économiques du canton du point de vue de l'emploi. Les résultats selon un découpage plus détaillé des activités figurent en annexe.

Canton de Genève

Tableau 8

Emplois selon le sexe ou le temps de travail, par activité économique, en 1991

	Total	Hommes	Femmes	% de femmes	Emplois à plein temps	Emplois à temps partiel	% de temps partiel
Agriculture, horticulture ¹	3 164	2 578	586	18,5	2 505	659	20,8
Economie énergétique	1 499	1 341	158	10,5	1 465	34	2,3
Industrie, arts et métiers	27 561	19 166	8 395	30,5	25 180	2 381	8,6
Bâtiment et génie civil	18 036	16 914	1 122	6,2	17 407	629	3,5
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	17 217	11 165	6 052	35,2	15 202	2 015	11,7
Commerce de détail	22 098	9 692	12 406	56,1	16 010	6 088	27,6
Hôtellerie et restauration	15 949	9 250	6 699	42,0	13 625	2 324	14,6
Transports et communications	17 503	11 953	5 550	31,7	14 996	2 507	14,3
Banques, sociétés financières, assurances	24 621	13 360	11 261	45,7	22 388	2 233	9,1
Services commerciaux, consultants	18 971	11 123	7 848	41,4	15 345	3 626	19,1
Services personnels et réparation	11 635	6 886	4 749	40,8	6 827	4 808	41,3
Enseignement public et privé	14 560	6 504	8 056	55,3	7 679	6 881	47,3
Services de santé, vétérinaires	16 502	5 292	11 210	67,9	11 803	4 699	28,5
Autres services	20 048	9 954	10 094	50,3	13 755	6 293	31,4
Administration publique, assurances sociales	10 121	5 893	4 228	41,8	8 193	1 928	19,0
Diplomatie, organisations intergouvernementales	23 230	15 592	7 638	32,9	17 479	5 751	24,8
Total	262 715	156 663	106 052	40,4	209 859	52 856	20,1

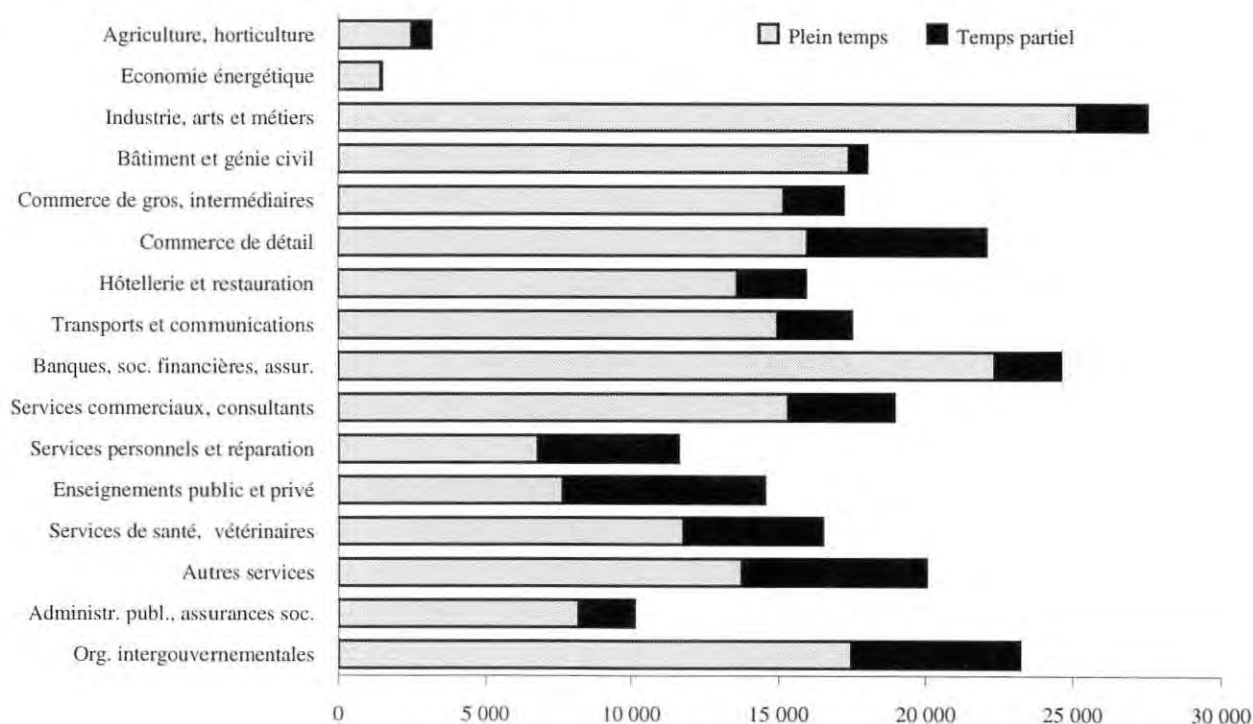
1. Résultats de 1990.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Canton de Genève

Graphique 4

Emplois selon le temps de travail, par activité économique, en 1991

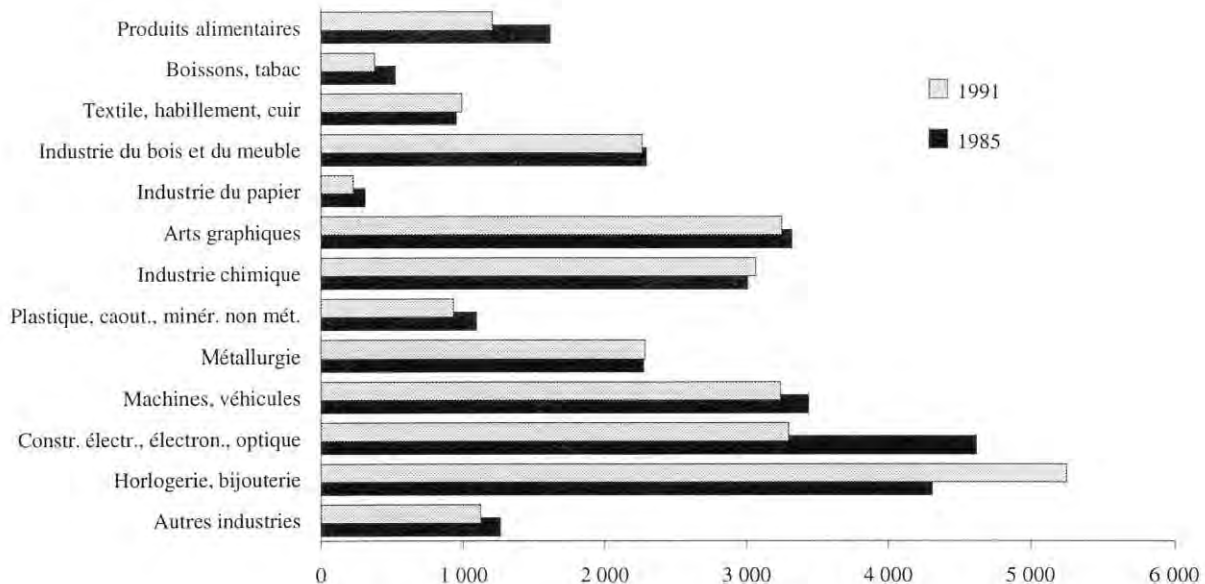


L'industrie et les arts et métiers constituent un groupe important qui représente 10,5 % du total des emplois en 1991. Le travail à temps partiel y est relativement peu courant et ne concerne que 8,6 % des personnes occupées. La branche la plus importante en terme d'emplois est le groupe "horlogerie et bijouterie" (5 255 emplois en 1991); viennent ensuite, la construction électrique, électronique et optique, les arts graphiques, la construction de machines, et l'industrie chimique, avec chacune plus de 3 000 emplois (pour les chiffres détaillés, voir les *tableaux 1 et 2* en annexe). La perte de 1 505 postes enregistrée entre 1985 et 1991 dans l'ensemble de l'industrie et des arts et métiers est due surtout à la construction électrique, électronique et optique, qui accuse un recul de 1 324 unités (- 28,6 %). L'industrie des produits alimentaires a perdu 407 emplois et la construction de machines 197. Seules l'horlogerie et la bijouterie connaissent une forte croissance avec un gain de 944 postes (+ 21,9 %); l'industrie chimique progresse de 1,8 % tandis que la métallurgie reste pratiquement stable (voir également les *tableaux 3 et 4* en annexe).

Canton de Genève

Graphique 5

Emplois dans l'industrie et les arts et métiers, en 1985 et 1991



Le bâtiment et le génie civil constitue le groupe qui enregistre la plus forte baisse relative de l'emploi (- 1 412, soit - 7,3 %). La construction est une activité très exposée aux variations conjoncturelles et, en septembre 1991, la crise a déjà frappé cette branche à Genève. C'est le gros oeuvre qui est touché en premier, ce qui se traduit par une perte de 1 599 emplois par rapport à 1985. L'aménagement et le parachèvement, par contre, ont vu leurs emplois encore légèrement progresser (+ 187). Les effectifs de ces activités auront sans doute été affectés par la suite. En 1991, le bâtiment et le génie civil fournissent 6,9 % des emplois du canton. Les postes à temps partiel sont peu nombreux dans cette branche (3,5 % en 1991) et leur nombre n'a que légèrement varié durant la période observée. Autre caractéristique : la main-d'oeuvre féminine y est rare, soit seulement 6,2 %.

Le **commerce de gros et les intermédiaires du commerce** fournissent 17 217 emplois en 1991 (6,6 % du total). L'effectif des intermédiaires du commerce est faible (725 emplois); la plupart des emplois concerne le commerce de gros (16 492 emplois). L'accroissement entre 1985 et 1991 est de 5,4 %, légèrement inférieur à la moyenne de l'ensemble des activités.

Le **commerce de détail** est une branche en recul dont l'emploi a cependant connu une évolution un peu particulière. En effet, si les personnes occupées à plein temps diminuent de 1 223 unités (- 7,1 %) entre 1985 et 1991, on observe durant la même période une augmentation des emplois à temps partiel (+ 578 ou 10,5 %). Le recul de l'emploi total de la branche se chiffre à 2,8 %. A noter qu'il s'agit d'un domaine à forte participation féminine (56,1 % des personnes occupées sont des femmes), avec une proportion élevée d'emplois à temps partiel (27,6 % en 1991). Il est intéressant de relever qu'entre 1985 et 1991, le nombre d'établissements a diminué de 161 (- 4,3 %), ce qui suggère une concentration des activités dans cette branche.

Entre 1985 et 1991, l'emploi dans l'**hôtellerie et la restauration** a connu une croissance de 8,8 %, résultat proche de la moyenne des branches. L'emploi à plein temps ne s'est accru que de 3,6 % tandis que l'emploi à temps partiel est en forte progression (+ 53,9 %). En 1991, 14,6 % des emplois de la branche sont à temps partiel.

Les **transports et communications** sont une des branches dont les emplois ont progressé le plus fortement (+ 3 079, ou + 21,3 %). Seuls les chemins de fer ont enregistré un recul (- 117), tandis que les transports routiers et aériens ont augmenté globalement leurs effectifs de 1 575 unités. Les activités d'expédition, de dépôt et les agences de voyages ont connu elles aussi une forte progression, soit 768 emplois en plus (+ 44,3 %). Les communications (essentiellement les PTT) enregistrent une expansion notable, avec 690 emplois supplémentaires (+15,9 %). En 1991, la part de la branche dans l'emploi total est de 6,7 %.

Les **banques, sociétés financières et assurances** constituent, en quelque sorte, le poids lourd du secteur tertiaire genevois, fournissant près de 25 000 postes en 1991, soit 9,4 % de l'emploi total. La progression de 3 939 emplois enregistrée entre 1985 et 1991 est en grande partie due au secteur bancaire et financier (+ 3 442 emplois, ou + 19,8 %). Les assurances, qui fournissent 3 808 emplois en 1991, ont connu une progression de 15,0 %. A noter aussi la très forte augmentation du nombre d'établissements dans les banques et sociétés financières durant la période observée, de 445 à 669, soit environ 50 %.

Les **services commerciaux et consultants** forment une branche très dynamique dont les effectifs se sont accrus de 3 422 unités au total et atteignent 7,2 % des emplois du canton en 1991. Environ un tiers des emplois de ce groupe relève de conseils juridiques et économiques (par exemple, les fiduciaires et études d'avocats). Les autres composantes sont les conseils techniques (architectes, ingénieurs civils, etc.), les "autres services commerciaux" (par exemple, études de marketing, publicité) et les services informatiques. Ces derniers ont connu la croissance la plus importante au cours de la période observée, soit + 82,9 %. La progression considérable de l'emploi de l'ensemble de la branche est en partie liée à la tendance croissante des entreprises à confier certaines tâches à des firmes spécialisées.

L'emploi dans les **services personnels** (dont l'essentiel est constitué par les services de nettoyage et la coiffure) et dans la **réparation** (surtout la réparation d'autos) n'a que peu progressé (+ 3,4 %). Si l'on note dans ce groupe une augmentation importante des postes à temps partiel (+ 50,8 %) et cela surtout dans les services personnels, l'emploi à plein temps, par contre, est en recul, enregistrant une baisse de 1 239 unités (- 15,3 %). En 1991, 41,3 % des emplois sont à temps partiel.

L'emploi dans l'**enseignement** représente le 5,5 % du total en 1991. Il se caractérise par une majorité de personnel féminin (55,3 % en 1991) et par une proportion élevée de postes à temps partiel (47,3 %). Sa croissance se monte globalement à 8,7 % et résulte entièrement de postes supplémentaires à temps partiel. Ces derniers se sont accrus de 1 202 unités, tandis que ceux à plein temps ont diminué de 35 unités.

Les **services de santé** ont accru leur poids dans l'emploi du canton au cours de la période observée, passant de 5,8 % en 1985 à 6,3 % en 1991. La progression est de 2 285 emplois (+ 16,1 %), dont 1 392 sont à temps partiel. Ces derniers constituent 28,5 % des effectifs du secteur. Avec deux emplois sur trois occupés par des femmes, cette branche connaît le taux de féminisation le plus élevé.

Sous "**autres services**" sont groupées un ensemble de branches assez hétérogènes et ayant toutes de petits effectifs. Il s'agit de "voirie, assainissement", "oeuvres et hébergement sociaux", "organisations religieuses ou philosophiques", "défense d'intérêts collectifs", "culture, sports et loisirs" et "recherche-développement". La progression de l'emploi est assez importante dans ce groupe (+ 11,4 %). En 1991, presque un tiers des emplois (31,4 %) sont à temps partiel et la moitié (50,3 %) sont occupés par des femmes.

Les **administrations publiques et les assurances sociales** ont connu une progression modeste de leurs effectifs (+ 4,3 %). Contrairement à certaines autres branches, on constate ici une progression de l'emploi à plein temps (+ 589) et un recul du nombre de postes à temps partiel (- 168). La part dans l'emploi total du canton est restée pratiquement stable : 4,0 % en 1985 et 3,9 % en 1991.

Les **organisations intergouvernementales et la diplomatie** ont un poids important dans l'emploi global du canton (8,8 % en 1991). Si ce secteur affiche la plus forte croissance entre 1985 et 1991 (+ 25,1 %), celle-ci doit néanmoins être relativisée. En effet, des 4 658 emplois supplémentaires, 3 928 sont des emplois à temps partiel à imputer en grande partie au CERN (voir également sous 2.2). La croissance de l'emploi à plein temps est nettement plus modeste (+ 730, ou + 4,4 %), mais reste cependant au-dessus de la moyenne. Ce sont les organisations internationales gouvernementales qui constituent la part principale de ce groupe avec 19 507 emplois en 1991, tandis que les représentations diplomatiques (consulats et missions permanentes) totalisent 3 723 emplois.

4. Comparaison avec la Suisse et les autres cantons

Remarque : pour permettre une comparaison correcte, les chiffres indiqués dans ce chapitre ne comprennent pas les emplois du secteur international (organisations intergouvernementales et représentations diplomatiques).

4.1 Comparaison Genève - Suisse

Selon les résultats du recensement des entreprises de 1991 et du recensement de l'agriculture de 1990, on compte en Suisse 4 029 471 emplois au total. Genève, pour sa part, fournit 239 485 emplois (sans le secteur international), ce qui correspond à 5,9 % du total suisse. Cette part est supérieure à celle de la population résidante, car Genève abrite 5,5 % de la population résidante suisse. Pour ce qui est de la population résidante active, la part de Genève est de 5,7 %.

Cette caractéristique du canton de Genève s'exprime également dans le rapport emplois/habitants. On compte 63 emplois pour 100 habitants à Genève et 59 emplois pour 100 habitants dans l'ensemble de la Suisse (voir *tableau 9*). Si l'on incluait également le secteur international, ce chiffre serait même de 69 emplois pour 100 habitants à Genève. La forte densité d'emplois de Genève est, bien sûr, liée à son caractère d'agglomération urbaine. A titre de comparaison, notons que pour Bâle-Ville, le rapport est de 87 emplois pour 100 habitants.

Genève / Suisse

Tableau 9

Emplois en 1991, comparaison Genève - Suisse

Sans le secteur international

	Genève		Suisse	
	Nombre	Pour cent	Nombre	Pour cent
Total des emplois	239 485	100,0	4 029 471	100,0
Hommes	141 071	58,9	2 450 884	60,8
Femmes	98 414	41,1	1 578 587	39,2
Plein temps	192 380	80,3	3 079 474	76,4
Temps partiel	47 105	19,7	949 997	23,6
Secteur primaire ¹	3 164	1,3	267 466	6,6
Secteur secondaire	47 096	19,7	1 283 742	31,9
Secteur tertiaire	189 225	79,0	2 478 263	61,5
Population résidante²	379 190	///	6 873 687	///
Emplois pour 100 habitants	63	///	59	///

1. Résultats de 1990.

2. Selon le recensement fédéral de la population de 1990.

Source : OFS (Berne) – OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

L'emploi à Genève se distingue sur plusieurs points de l'emploi de l'ensemble du pays (voir *tableau 9*). Si la proportion de femmes est un peu plus élevée à Genève (41,1 % contre 39,2 % pour la Suisse), la part des emplois à temps partiel est en revanche plus basse (19,7 % contre 23,6 % pour la Suisse). Ceci est lié probablement au fait que la proportion des femmes travaillant à temps partiel est moins élevée à Genève que dans l'ensemble de la Suisse (respectivement 35,0 % et 45,1 %).

La différence la plus marquante réside dans la répartition selon les trois secteurs économiques : le secteur tertiaire fournit 61,5 % de l'emploi dans l'ensemble de la Suisse contre 79,0 % à Genève. Si l'on y incluait le secteur international, le poids des services dans le canton de Genève serait encore légèrement plus élevé (soit 80,9 %). La part de l'agriculture est nettement moins importante à Genève que dans l'ensemble du pays (respectivement 1,3 % et 6,6 %). Même constatation pour le secteur secondaire qui fournit 19,7 % des emplois à Genève contre 31,9 % en Suisse.

Genève / Suisse

Tableau 10

Emplois selon l'activité économique, comparaison Genève - Suisse

Sans le secteur international

	Genève		Suisse		1991	Variation 1985-91	
	Nombre	%	Nombre	%	Genève/Suisse	Genève	Suisse
					%		
Agriculture, horticulture ¹	3 164	1,3	267 466	6,6	1,2	- 27,2	- 5,2
Economie énergétique	1 499	0,6	26 987	0,7	5,6	8,6	10,0
Industrie, arts et métiers	27 561	11,5	875 174	21,7	3,1	- 5,2	1,0
Bâtiment et génie civil	18 036	7,5	381 581	9,5	4,7	- 7,3	9,6
Total secteur secondaire	47 096	19,7	1 283 742	31,9	3,7	- 5,6	3,6
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	17 217	7,2	215 989	5,4	8,0	5,4	26,3
Commerce de détail	22 098	9,2	380 543	9,4	5,8	- 2,8	12,1
Hôtellerie et restauration	15 949	6,7	246 538	6,1	6,5	8,8	12,8
Transports et communications	17 503	7,3	244 330	6,1	7,2	21,3	17,4
Banques, sociétés financières, assurances	24 621	10,3	199 675	5,0	12,3	19,0	22,9
Services commerciaux, consultants	18 971	7,9	236 069	5,9	8,0	22,0	51,5
Services personnels et réparation	11 635	4,9	157 758	3,9	7,4	3,4	5,1
Enseignement public et privé	14 560	6,1	195 454	4,9	7,4	8,7	18,4
Services de santé, vétérinaires	16 502	6,9	240 997	6,0	6,8	16,1	22,0
Autres services	20 048	8,4	217 063	5,4	9,2	11,4	44,5
Administration publique, assurances sociales	10 121	4,2	143 847	3,6	7,0	4,3	18,5
Total secteur tertiaire	189 225	79,0	2 478 263	61,5	7,6	10,7	21,5
Total	239 485	100,0	4 029 471	100,0	5,9	6,3	12,1

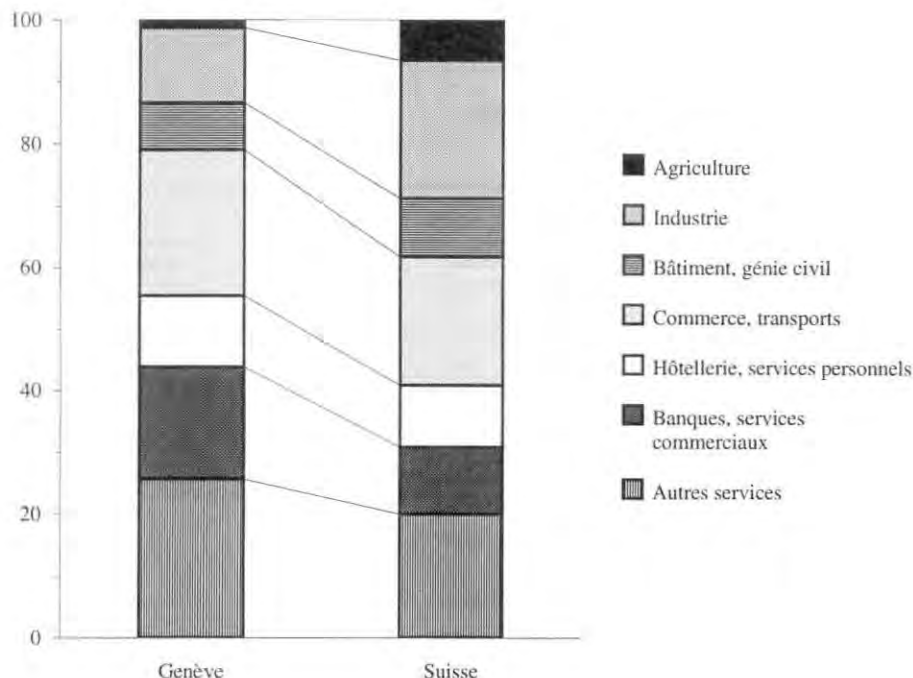
1. Résultats de 1985 et 1990.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

En comparant la répartition de l'emploi par branche du canton de Genève avec celle de l'ensemble de la Suisse en 1991, quelques différences marquantes sont à signaler. Outre l'agriculture déjà mentionnée (secteur primaire), ce sont l'industrie et les arts et métiers qui se distinguent d'abord : fournissant 11,5 % de l'emploi genevois, cette branche compte pour 21,7 % au niveau suisse. Dans les activités tertiaires, ce sont les banques, sociétés financières et assurances qui se démarquent nettement, avec 10,3 % des emplois à Genève et seulement 5,0 % au niveau suisse. Ont également un grand poids à Genève le commerce de gros et les intermédiaires du commerce (7,2 % contre 5,4 % en Suisse) ainsi que les services commerciaux et consultants (respectivement 7,9 % et 5,9 %). Le graphique 6 illustre ces structures plus ou moins divergentes en regroupant les activités indiquées au tableau 10.

Emplois selon la branche économique, en 1991

Sans le secteur international; répartition en pour cent

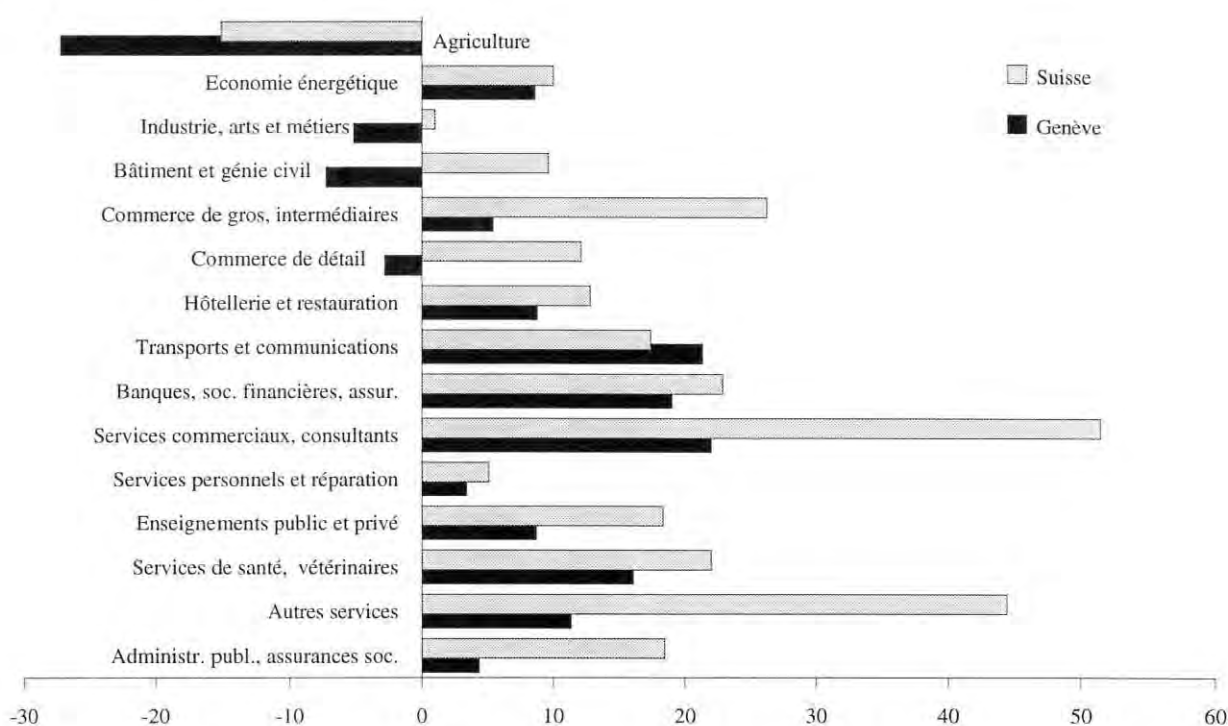


La croissance de l'emploi observée entre 1985 et 1991 se chiffre globalement à 12,1% en Suisse mais seulement à 6,3% à Genève (sans le secteur international). Une explication, au moins partielle, réside dans le fait que la récession économique s'est manifestée plus tôt à Genève que dans d'autres parties du pays. Selon la statistique de l'emploi, dès le premier trimestre 1991, Genève enregistrait déjà un recul du nombre des postes de travail en comparaison annuelle, évolution observée au niveau suisse seulement à partir du troisième trimestre de la même année. De même, le nombre de chômeurs a progressé rapidement à Genève à partir de la deuxième moitié de 1990 déjà, tandis qu'en Suisse l'augmentation s'est manifestée progressivement au cours de l'année 1991.

Ce décalage apparaît clairement dans le bâtiment et génie civil, branche où la variation des effectifs est de - 7,3 % à Genève et de + 9,6 % en Suisse. Dans l'industrie et les arts et métiers ainsi que dans le commerce de détail, l'évolution est négative à Genève, mais positive en Suisse, avec cependant dans le cas de l'industrie, une croissance très faible. Dans toutes les branches économiques, la croissance entre 1985 et 1991 est plus importante en Suisse qu'à Genève, à l'exception toutefois des transports et communications qui progressent davantage à Genève (voir *tableau 10* et *graphique 7*).

Emplois selon la branche économique, variation 1985 - 1991

Sans le secteur international; en pour cent



4.2 Comparaison intercantonale

Nous venons de le constater, la croissance observée entre 1985 et 1991 est relativement faible à Genève en comparaison avec la moyenne suisse. Comment le canton de Genève se situe-t-il par rapport aux autres cantons ? Le *tableau 11* et le *graphique 8* montrent que Genève se place à l'avant-dernière position quant à la progression de l'emploi total. Seul un canton, Appenzell Rhodes-Intérieures, enregistre une croissance inférieure (5,3%). Bâle-Ville affiche également une progression relativement faible, avec 6,8%. Les plus fortes croissances sont observées dans les cantons de Zoug (25,5%), Bâle-Campagne (19,7%) et Fribourg (19,4%).

Suisse

Tableau 11

Emplois selon le temps de travail, par canton, en 1985 et 1991

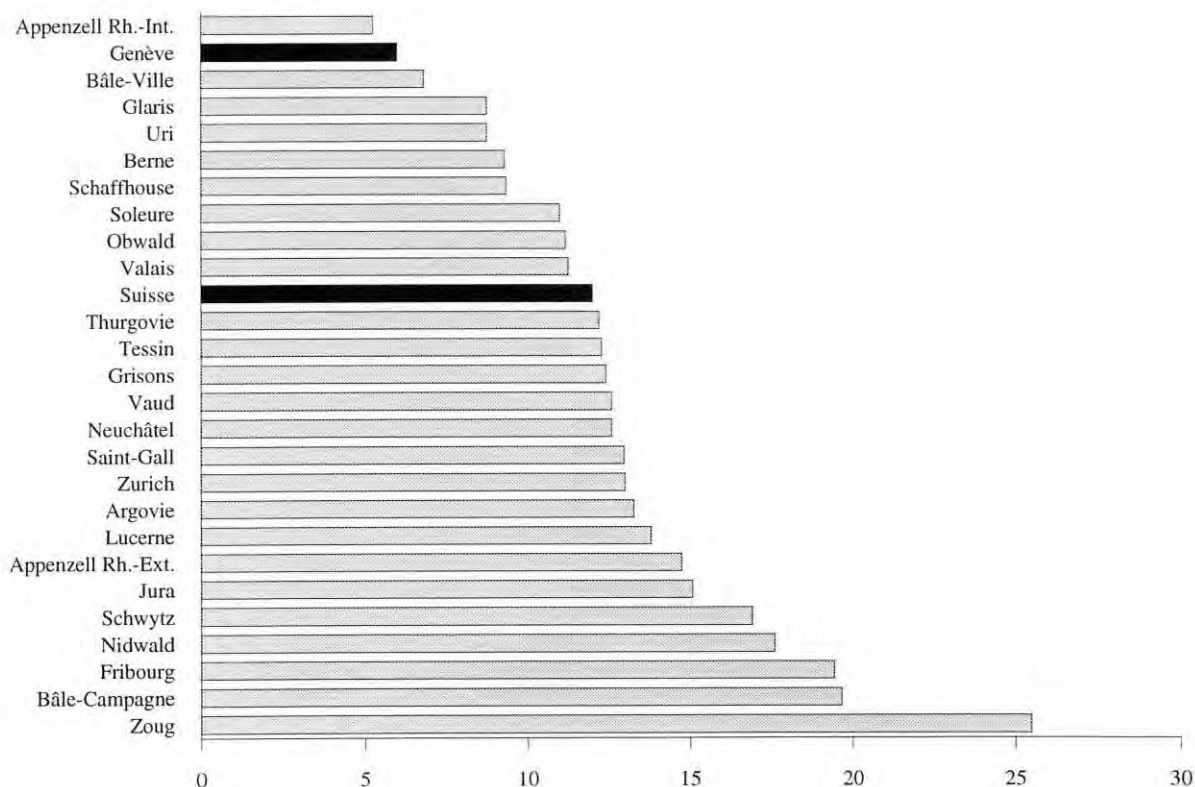
Sans le secteur international

	1985			1991			Variation 1985-91 en pour cent	
	Total	dont plein temps	% de plein temps	Total	dont plein temps	% de plein temps	Total	dont plein temps
Zurich	686 991	562 043	81,8	776 386	572 461	73,7	13,0	1,9
Berne	497 593	394 777	79,3	543 891	396 002	72,8	9,3	0,3
Lucerne	161 533	131 180	81,2	183 845	138 716	75,5	13,8	5,7
Uri	16 556	13 695	82,7	18 005	13 886	77,1	8,8	1,4
Schwytz	47 945	39 334	82,0	56 054	42 877	76,5	16,9	9,0
Obwald	14 570	11 555	79,3	16 200	12 038	74,3	11,2	4,2
Nidwald	14 851	12 253	82,5	17 465	13 171	75,4	17,6	7,5
Glaris	19 946	16 501	82,7	21 691	16 812	77,5	8,7	1,9
Zoug	47 456	39 761	83,8	59 552	45 744	76,8	25,5	15,0
Fribourg	93 278	75 505	80,9	111 398	83 969	75,4	19,4	11,2
Soleure	111 099	93 031	83,7	123 323	94 758	76,8	11,0	1,9
Bâle-Ville	162 646	134 155	82,5	173 740	132 678	76,4	6,8	-1,1
Bâle-Campagne	94 251	78 596	83,4	112 778	86 965	77,1	19,7	10,6
Schaffhouse	38 170	30 952	81,1	41 738	31 237	74,8	9,3	0,9
Appenzell Rh.-Ext.	21 611	17 484	80,9	24 798	18 965	76,5	14,7	8,5
Appenzell Rh.-Int.	6 588	5 168	78,4	6 935	5 061	73,0	5,3	-2,1
Saint-Gall	217 105	181 032	83,4	245 292	190 328	77,6	13,0	5,1
Grisons	98 317	82 199	83,6	110 527	88 225	79,8	12,4	7,3
Argovie	238 995	197 425	82,6	270 734	206 067	76,1	13,3	4,4
Thurgovie	96 783	80 160	82,8	108 592	84 480	77,8	12,2	5,4
Tessin	156 712	141 133	90,1	175 947	152 808	86,8	12,3	8,3
Vaud	281 952	231 387	82,1	317 456	244 693	77,1	12,6	5,8
Valais	132 039	104 530	79,2	146 902	115 172	78,4	11,3	10,2
Neuchâtel	80 540	67 700	84,1	90 683	71 033	78,3	12,6	4,9
Genève	225 187	191 774	85,2	239 485	192 380	80,3	6,3	0,3
Jura	31 329	26 885	85,8	36 054	28 948	80,3	15,1	7,7
Suisse	3 594 043	2 960 215	82,4	4 029 471	3 079 474	76,4	12,1	4,0

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

Variation de l'emploi entre 1985 et 1991, par canton

Sans le secteur international; en pour cent

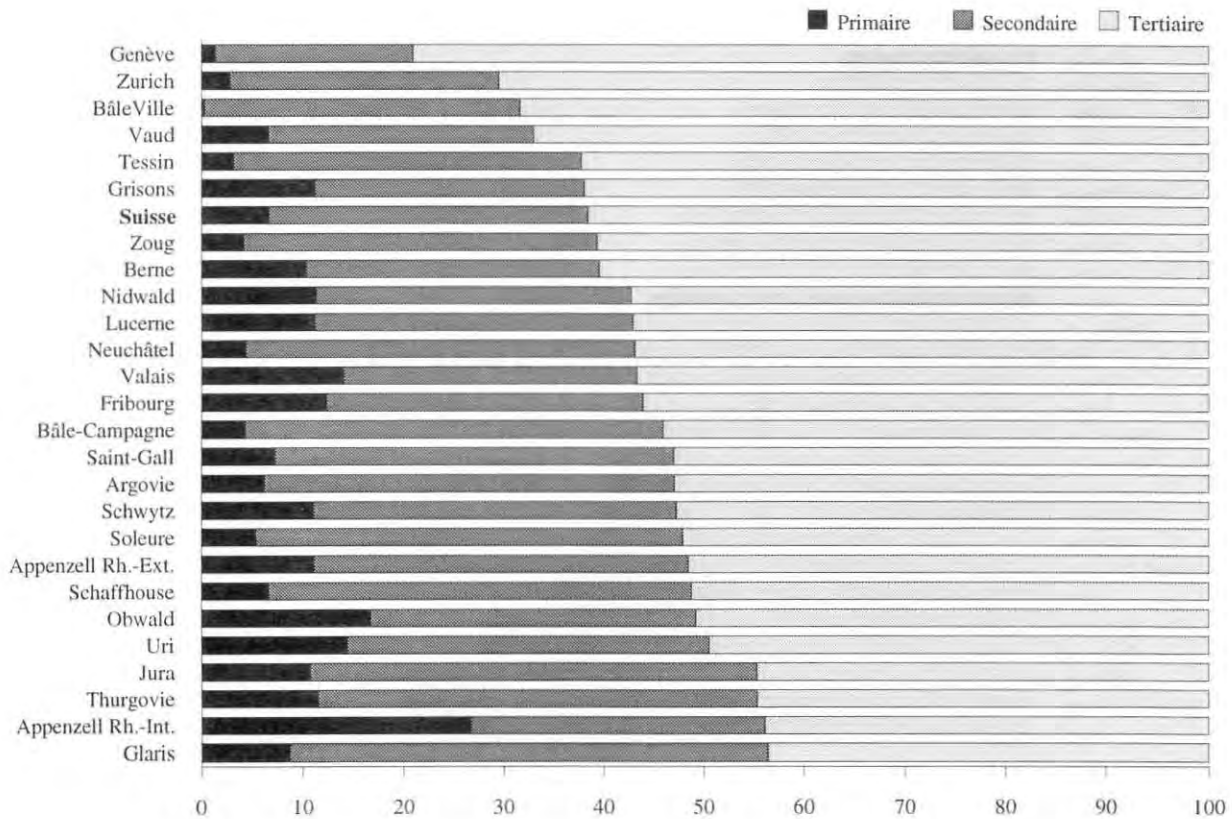


Si l'on prend en considération seulement les **emplois à plein temps**, l'augmentation est de 4,0 % pour l'ensemble de la Suisse et de 0,3 % pour Genève. Se situent au-dessous du niveau de Genève, Appenzell Rhodes-Intérieures et Bâle-Ville (où les taux de croissance sont négatifs) et, au même niveau, le canton de Berne. Dans tous les cantons et sans exception, la progression, en termes relatifs, du total des emplois est supérieure à celle des emplois à plein temps. L'emploi à temps partiel a donc partout augmenté davantage que l'emploi à plein temps.

La répartition des emplois selon les **trois secteurs économiques**, en 1991, nous donne une image relativement contrastée des cantons suisses. Le *graphique 9* montre, en effet, que Genève (même sans le secteur international) est le canton ayant la plus grande part d'emplois tertiaires, soit 79,0 %. Suivent Zurich (70,4 %), Bâle-Ville (68,3 %) et Vaud (67,0 %). Bâle-Ville est le canton avec la plus faible proportion d'emplois dans l'agriculture (0,3 %), suivi par Genève avec 1,3 %. Quant au secondaire, on constate que c'est Genève qui, avec 19,7 %, a la plus faible part d'effectifs dans ce secteur.

Emplois selon le secteur économique, par canton, en 1991

Sans le secteur international; en pour cent



En ce qui concerne la **croissance des trois secteurs économiques** enregistrée entre 1985 et 1991 (1990 pour l'agriculture), une certaine uniformité se fait jour entre les cantons. Partout, le secteur primaire est en recul, tandis que les emplois tertiaires progressent de manière notable.

C'est Bâle-Ville qui enregistre la baisse la plus importante du secteur primaire (- 29,0 %), suivi de Genève (- 27,0 %). Vu le problème des variations saisonnières déjà signalé (voir 2.2), ces chiffres doivent cependant être interprétés avec prudence. Le secteur secondaire connaît dans la plupart des cantons une croissance modérée. Dans quatre cas seulement, la variation est négative et Genève connaît le recul le plus marqué dans ce secteur (- 5,6 %). Quant au secteur tertiaire, Genève, avec une croissance de 10,7 %, se place à l'avant-dernier rang devant Bâle-Ville. Ce dernier canton montre d'ailleurs une évolution assez semblable à celle de Genève. Les taux de croissance les plus élevés de l'emploi tertiaire sont enregistrés dans les cantons de Zoug, Schwytz et Fribourg où ils se situent autour de 35 %.

Emplois selon le secteur économique, par canton

Sans le secteur international

	1991					Variation 1985-91 en pour cent			
	Total	Répartition en pour cent			Total	Primaire ¹	Secondaire	Tertiaire	Total
		Primaire ¹	Secondaire	Tertiaire					
Zurich	776 386	2,8	26,7	70,4	100,0	- 12,3	- 1,9	21,4	13,0
Berne	543 891	10,4	29,2	60,4	100,0	- 12,4	0,4	19,5	9,3
Lucerne	183 845	11,2	31,7	57,0	100,0	- 9,5	8,1	23,8	13,8
Uri	18 005	14,4	36,1	49,5	100,0	- 8,3	- 0,1	23,4	8,8
Schwytz	56 054	11,1	36,2	52,7	100,0	- 14,3	7,4	35,6	16,9
Obwald	16 200	16,8	32,5	50,8	100,0	- 8,0	7,6	22,2	11,2
Nidwald	17 465	11,4	31,4	57,2	100,0	- 6,8	11,8	27,9	17,6
Glaris	21 691	8,7	47,7	43,6	100,0	- 13,2	3,1	22,2	8,7
Zoug	59 552	4,2	35,3	60,6	100,0	- 10,4	15,9	35,8	25,5
Fribourg	111 398	12,4	31,5	56,1	100,0	- 11,8	12,8	34,4	19,4
Soleure	123 323	5,3	42,6	52,1	100,0	- 16,2	2,6	23,3	11,0
Bâle-Ville	173 740	0,3	31,4	68,3	100,0	- 29,0	2,3	9,3	6,8
Bâle-Campagne	112 778	4,3	41,6	54,0	100,0	- 10,8	10,7	31,5	19,7
Schaffhouse	41 738	6,6	42,2	51,2	100,0	- 14,4	- 1,5	25,2	9,3
Appenzell Rh.-Ext.	24 798	11,2	37,3	51,5	100,0	- 13,3	14,3	23,8	14,7
Appenzell Rh.-Int.	6 935	26,7	29,4	43,9	100,0	- 6,3	3,5	15,3	5,3
Saint-Gall	245 292	7,2	39,8	53,0	100,0	- 11,5	6,6	23,2	13,0
Grisons	110 527	11,2	26,9	61,9	100,0	- 13,0	9,5	20,2	12,4
Argovie	270 734	6,2	40,9	52,9	100,0	- 16,1	2,4	29,2	13,3
Thurgovie	108 592	11,5	43,8	44,7	100,0	- 16,0	8,6	27,4	12,2
Tessin	175 947	3,2	34,7	62,2	100,0	- 25,5	7,7	18,1	12,3
Vaud	317 456	6,6	26,4	67,0	100,0	- 25,8	4,0	22,8	12,6
Valais	146 902	14,1	29,2	56,7	100,0	- 22,7	10,8	25,3	11,3
Neuchâtel	90 683	4,4	38,8	56,9	100,0	- 14,9	1,4	25,1	12,6
Genève	239 485	1,3	19,7	79,0	100,0	- 27,0	- 5,6	10,7	6,3
Jura	36 054	10,7	44,6	44,7	100,0	- 15,4	13,5	27,9	15,1
Suisse	4 029 471	6,6	31,9	61,5	100,0	- 15,2	3,6	21,5	12,1

1. Résultats de 1985 et 1990.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève) / RFE et sources complémentaires

En résumé, on peut retenir qu'en comparaison intercantonale, Genève se caractérise par une prédominance très nette du secteur tertiaire, prédominance qui s'est encore renforcée entre 1985 et 1991. En termes relatifs, sa croissance de l'emploi total est cependant faible durant cette même période et le place en avant-dernière position. Genève est un des cantons dont l'agriculture a reculé fortement et son secteur secondaire accuse la baisse d'effectifs la plus importante.

5. Quelle évolution après 1991?

Si, entre 1985 et 1991, les résultats des deux recensements des entreprises indiquent une croissance considérable de l'emploi, la conjoncture s'est cependant détériorée à Genève à partir de la deuxième moitié de 1990. Pour tenir compte de cette réalité, nous allons examiner rapidement l'évolution globale de l'emploi entre 1991 et 1993 à l'aide de la statistique de l'emploi. Cette statistique, réalisée par l'Office fédéral de la statistique, est basée sur une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon d'entreprises des secteurs secondaire et tertiaire (secteur international non compris). Les derniers chiffres disponibles sont ceux du troisième trimestre 1993 et concerne l'emploi à plein temps. Les résultats du troisième trimestre 1991 correspondent à ceux du recensement des entreprises.

Canton de Genève

Tableau 13

Emplois à plein temps selon le sexe ou le secteur économique, 1991-1993

Secteurs secondaire et tertiaire; résultats au 3^e trimestre

	1991	1992	1993	Variation 1991 - 1993	
				Absolue	En pour cent
Total	189 875	177 730	169 492	- 20 383	- 10,7
Hommes	126 141	119 964	113 364	- 12 777	- 10,1
Femmes	63 734	57 766	56 128	- 7 606	- 11,9
Secteur secondaire	44 052	40 236	36 983	- 7 069	- 16,0
Secteur tertiaire	145 823	137 494	132 509	- 13 314	- 9,1

Source : OFS (Berne) / Statistique de l'emploi

Pour le canton de Genève, on constate une perte d'environ 20 000 emplois à plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire au cours des deux dernières années. Le *tableau 13* montre que cette perte correspond à 10,7 % de l'emploi des deux secteurs. L'emploi féminin a reculé un peu plus fortement que l'emploi masculin (respectivement 11,9 % et 10,1 %).

Dans le **secteur secondaire**, l'emploi à plein temps a baissé de 16,0 % au cours de la période observée. Il est probable qu'une partie importante de cette baisse est due à la construction, qui a connu un recul considérable de son activité. La statistique de l'emploi ne permet cependant pas de distinguer les branches d'activités économiques à l'échelon des cantons. La perte d'emplois est moins prononcée dans le **secteur tertiaire**, où elle se chiffre néanmoins à 9,1 %.

Quelle est l'évolution après 1991 en Suisse et dans les autres cantons ? Le *tableau 14* indique la variation de l'emploi à plein temps entre la date du recensement et le troisième trimestre 1993 selon la statistique de l'emploi.

A l'échelon suisse, on constate une diminution d'environ 200 000 emplois à plein temps (- 6,8 %) dans les secteurs secondaire et tertiaire entre 1991 et 1993. La perte d'emplois varie considérablement d'une région à l'autre et un seul canton (Schwytz) montre une évolution légèrement positive. La Suisse romande et le Tessin sont davantage touchés par le recul que la Suisse alémanique, ce qui concorde par ailleurs avec les chiffres concernant le chômage. Genève, avec une diminution de l'emploi de 10,7 %, enregistre la baisse la plus importante, suivi de près par les cantons de Neuchâtel (- 10,1 %) et du Jura (- 9,9 %).

Suisse

Tableau 14

Emplois à plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire, par canton, en 1991-1993

Résultats au 3^e trimestre

	1991	1993	Variation 1991-1993	
			Absolue	En pour cent
Zurich	557 728	520 594	- 37 134	- 6,7
Berne	363 274	335 357	- 27 917	- 7,7
Lucerne	125 875	119 014	- 6 861	- 5,5
Uri	12 569	12 529	- 40	- 0,3
Schwytz	39 140	39 191	51	0,1
Obwald	10 557	9 734	- 823	- 7,8
Nidwald	12 080	11 129	- 951	- 7,9
Glaris	15 579	14 347	- 1 232	- 7,9
Zoug	44 049	43 300	- 749	- 1,7
Fribourg	74 352	67 805	- 6 547	- 8,8
Soleure	90 463	83 429	- 7 034	- 7,8
Bâle-Ville	132 241	124 936	- 7 305	- 5,5
Bâle-Campagne	83 661	78 313	- 5 348	- 6,4
Schaffhouse	29 550	28 761	- 789	- 2,7
Appenzell Rh.-Ext.	17 121	16 192	- 929	- 5,4
Appenzell Rh.-Int.	3 970	3 748	- 222	- 5,6
Saint-Gall	179 166	170 300	- 8 866	- 4,9
Grisons	81 234	79 660	- 1 574	- 1,9
Argovie	195 375	182 118	- 13 257	- 6,8
Thurgovie	76 138	72 540	- 3 598	- 4,7
Tessin	148 813	136 364	- 12 449	- 8,4
Vaud	230 444	211 770	- 18 674	- 8,1
Valais	103 885	95 536	- 8 349	- 8,0
Neuchâtel	68 073	61 182	- 6 891	- 10,1
Genève	189 875	169 492	- 20 383	- 10,7
Jura	26 142	23 558	- 2 584	- 9,9
Suisse	2 911 354	2 714 391	- 196 963	- 6,8

Source : OFS (Berne) / Statistique de l'emploi

6. Conclusion

Les recensements des entreprises sont la seule source statistique à l'échelon du canton (et également des communes) permettant une analyse détaillée de l'emploi selon les activités économiques. Basés sur une enquête exhaustive auprès de l'ensemble des entreprises, ils nous donnent une photographie de la structure de l'emploi à un moment précis. La comparaison des résultats de deux recensements successifs met en évidence les changements intervenus entre ces deux dates. Il est clair néanmoins que l'évolution n'est pas linéaire et que les variations conjoncturelles ne peuvent être saisies.

Ainsi, la croissance de l'emploi qu'a connu le canton de Genève après 1985 n'est probablement pas traduite dans toute son intensité par la comparaison des résultats 1985-91, car le retournement conjoncturel s'est amorcé déjà avant la réalisation du recensement de 1991. La croissance globale de l'emploi, qui se chiffre à 7,8 % entre 1985 et 1991, est en effet relativement faible comparée à celle des autres cantons et de la Suisse. Selon la statistique trimestrielle de l'emploi, c'est Genève également qui connaît la perte d'emplois la plus importante entre 1991 et 1993.

Les changements structurels de l'emploi intervenus entre 1985 et 1991 au niveau des activités économiques sont marqués d'abord par la poursuite de la croissance du secteur tertiaire. Les branches les plus dynamiques sont le secteur bancaire, les services commerciaux et consultants ainsi que les transports et communications. A l'opposé, le secteur de la construction est en forte baisse tandis que l'industrie et les arts et métiers connaissent eux aussi des diminutions importantes de leurs effectifs.

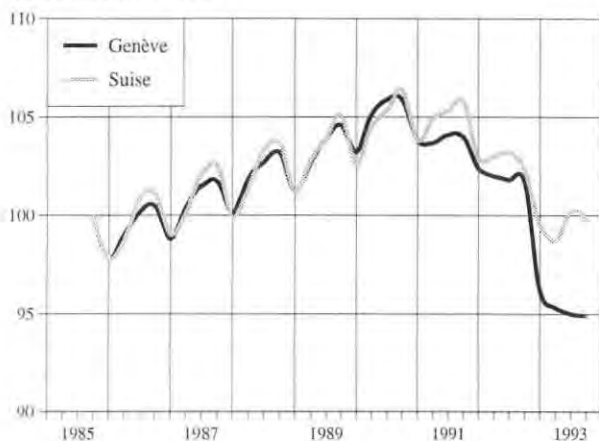
Dans la plupart des branches, on constate que la part de l'emploi à temps partiel est en progression, tendance qu'on observe partout en Suisse. En 1991, ces postes concernent un emploi sur cinq à Genève. Autre caractéristique enfin, la part des femmes s'est accrue au cours de ces six ans et dépasse légèrement les 40 % de l'emploi total du canton en 1991.

Genève/Suisse

Graphique 10

Indice de l'emploi

(3e trimestre 1985 = 100)



Annexes

Tableaux statistiques

1. Etablissements, emplois selon le temps de travail et le sexe, par activité économique, en 1991	
• Chiffres absolus,	30
2. Etablissements, emplois selon le temps de travail et le sexe, par activité économique, en 1991	
• Répartition des emplois en pour cent	31
3. Etablissements et emplois par activité économique, en 1985 et 1991	32
4. Etablissements et emplois par activité économique, variation entre 1985 et 1991	33
5. Emplois selon le secteur économique, par canton, en 1985 et 1991	34

<i>Questionnaire du RFE 91</i>	35
--------------------------------	----

Etablissements, emplois selon le temps de travail et le sexe, par activité économique, en 1991

	Etablissements	Emplois								
		Plein temps			Temps partiel			Total		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Secteur primaire (1)	681	2 257	248	2 505	321	338	659	2 578	586	3 164
Secteur secondaire	3 288	36 514	7 538	44 052	907	2 137	3 044	37 421	9 675	47 096
Economie énergétique	13	1 334	131	1 465	7	27	34	1 341	158	1 499
Electricité, gaz, eau	12	1 329	130	1 459	6	26	32	1 335	156	1 491
Extraction de sel, pétrole, gaz	1	5	1	6	1	1	2	6	2	8
Industrie, arts et métiers	1 973	18 458	6 722	25 180	708	1 673	2 381	19 166	8 395	27 561
Industrie des produits alimentaires	49	744	337	1 081	57	74	131	801	411	1 212
Industrie des boissons	6	56	21	77	1	7	8	57	28	85
Industrie du tabac	1	196	89	285	2	12	14	198	101	299
Industrie textile	14	113	29	142	2	19	21	115	48	163
Industrie de l'habillement, lingerie	90	91	193	284	3	58	61	94	251	345
Industrie du bois et du meuble	360	2 048	75	2 123	39	108	147	2 087	183	2 270
Industrie du papier	9	160	65	225	1	6	7	161	71	232
Arts graphiques	330	1 987	602	2 589	283	382	665	2 270	984	3 254
Industrie du cuir et de la chaussure	38	123	327	450	8	26	34	131	353	484
Industrie chimique	61	1 917	919	2 836	50	184	234	1 967	1 103	3 070
Industrie des mat. plast., caoutchouc	18	44	7	51	3	5	8	47	12	59
Produits minéraux non métalliques	72	786	42	828	12	33	45	798	75	873
Métallurgie	222	1 825	315	2 140	38	111	149	1 863	426	2 289
Construction de machines, véhicules	100	2 644	434	3 078	46	120	166	2 690	554	3 244
Constr. électriques, électron., optique	160	2 391	657	3 048	69	183	252	2 460	840	3 300
Horlogerie, bijouterie	246	2 666	2 267	4 933	64	258	322	2 730	2 525	5 255
Autres industries	197	667	343	1 010	30	87	117	697	430	1 127
Bâtiment et génie civil	1 302	16 722	685	17 407	192	437	629	16 914	1 122	18 036
Construction (gros oeuvre)	315	8 843	299	9 142	55	146	201	8 898	445	9 343
Aménagement et parachèvement	987	7 879	386	8 265	137	291	428	8 016	677	8 693
Secteur tertiaire	18 516	100 598	62 704	163 302	16 066	33 087	49 153	116 664	95 791	212 455
Commerce, hôtellerie, réparation	7 806	30 962	17 385	48 347	2 572	8 227	10 799	33 534	25 612	59 146
Commerce de gros	1 657	10 361	4 212	14 573	405	1 514	1 919	10 766	5 726	16 492
Intermédiaires du commerce	186	374	255	629	25	71	96	399	326	725
Commerce de détail	3 609	8 543	7 467	16 010	1 149	4 939	6 088	9 692	12 406	22 098
Hôtellerie et restauration	1 481	8 410	5 215	13 625	840	1 484	2 324	9 250	6 699	15 949
Réparation	873	3 274	236	3 510	153	219	372	3 427	455	3 882
Transports et communications	1 016	11 335	3 661	14 996	618	1 889	2 507	11 953	5 550	17 503
Chemins de fer, funiculaires	14	621	79	700	11	16	27	632	95	727
Transport routier, par pipe-line	450	3 574	356	3 930	176	182	358	3 750	538	4 288
Navigation	26	144	84	228	18	21	39	162	105	267
Transport aérien	113	2 812	1 029	3 841	220	615	835	3 032	1 644	4 676
Expédition, dépôt, agence de voyage	287	1 369	776	2 145	81	277	358	1 450	1 053	2 503
Communications	126	2 815	1 337	4 152	112	778	890	2 927	2 115	5 042
Banques, assurances, agences conseil	5 753	25 985	17 345	43 330	3 514	7 366	10 880	29 499	24 711	54 210
Banques, sociétés financières	669	11 105	7 941	19 046	219	1 548	1 767	11 324	9 489	20 813
Assurances	221	1 980	1 362	3 342	56	410	466	2 036	1 772	3 808
Affaires immobilières	326	959	810	1 769	129	327	456	1 088	1 137	2 225
Location de biens mobiliers	101	380	131	511	89	40	129	469	171	640
Services commerciaux, consultants	3 322	9 939	5 406	15 345	1 184	2 442	3 626	11 123	7 848	18 971
Services personnels	1 114	1 622	1 695	3 317	1 837	2 599	4 436	3 459	4 294	7 753
Autres services	3 368	15 758	15 199	30 957	4 435	12 853	17 288	20 193	28 052	48 245
Enseignements public et privé	599	4 155	3 524	7 679	2 349	4 532	6 881	6 504	8 056	14 560
Recherche-développement (sauf uni)	27	331	152	483	16	52	68	347	204	551
Services de santé, vétérinaires	1 448	4 758	7 045	11 803	534	4 165	4 699	5 292	11 210	16 502
Voirie, assainissement	61	1 235	49	1 284	24	12	36	1 259	61	1 320
Oeuvres et hébergement sociaux	280	1 446	2 199	3 645	479	2 212	2 691	1 925	4 411	6 336
Organisations religieuses, philosophiques	182	613	343	956	114	352	466	727	695	1 422
Défense d'intérêts collectifs	240	1 088	1 093	2 181	367	575	942	1 455	1 668	3 123
Culture, sports, loisirs	531	2 132	794	2 926	552	953	1 505	2 684	1 747	4 431
Administrations publiques	573	16 558	9 114	25 672	4 927	2 752	7 679	21 485	11 866	33 351
Adm. publiques (au sens strict)	358	5 267	2 277	7 544	300	1 521	1 821	5 567	3 798	9 365
Assurances sociales	8	320	329	649	6	101	107	326	430	756
Diplomatie, org. intergouvernementales	207	10 971	6 508	17 479	4 621	1 130	5 751	15 592	7 638	23 230
Total	22 485	139 369	70 490	209 859	17 294	35 562	52 856	156 663	106 052	262 715

(1) Agriculture et horticulture, selon le recensement de 1990.

Établissements et emplois par activité économique, en 1985 et 1991

	1985				1991			
	Etablissements	Emplois à plein temps	Emplois à temps partiel	Emplois total	Etablissements	Emplois à plein temps	Emplois à temps partiel	Emplois total
Secteur primaire (1)	749	2 819	1 529	4 348	681	2 505	659	3 164
Secteur secondaire	3 123	47 218	2 676	49 894	3 288	44 052	3 044	47 096
Economie énergétique	10	1 359	21	1 380	13	1 465	34	1 499
Electricité, gaz, eau	10	1 359	21	1 380	12	1 459	32	1 491
Extraction de sel, pétrole, gaz	-	-	-	-	1	6	2	8
Industrie, arts et métiers	1 887	27 006	2 060	29 066	1 973	25 180	2 381	27 561
Industrie des produits alimentaires	50	1 437	182	1 619	49	1 081	131	1 212
Industrie des boissons	6	137	9	146	6	77	8	85
Industrie du tabac	1	376	3	379	1	285	14	299
Industrie textile	7	41	4	45	14	142	21	163
Industrie de l'habillement, lingerie	112	543	35	578	90	284	61	345
Industrie du bois et du meuble	352	2 190	107	2 297	360	2 123	147	2 270
Industrie du papier	10	288	28	316	9	225	7	232
Arts graphiques	283	2 790	533	3 323	330	2 589	665	3 254
Industrie du cuir et de la chaussure	32	296	34	330	38	450	34	484
Industrie chimique	67	2 805	210	3 015	61	2 836	234	3 070
Industrie des mat. plast., caoutchouc	20	111	8	119	18	51	8	59
Produits minéraux non métalliques	75	942	37	979	72	828	45	873
Métallurgie	224	2 147	130	2 277	222	2 140	149	2 289
Construction de machines, véhicules	65	3 287	154	3 441	100	3 078	166	3 244
Constr. électriques, électron., optique	158	4 301	323	4 624	160	3 048	252	3 300
Horlogerie, bijouterie	229	4 149	162	4 311	246	4 933	322	5 255
Autres industries	196	1 166	101	1 267	197	1 010	117	1 127
Bâtiment et génie civil	1 226	18 853	595	19 448	1 302	17 407	629	18 036
Construction (gros oeuvre)	285	10 738	204	10 942	315	9 142	201	9 343
Aménagement et parachèvement	941	8 115	391	8 506	987	8 265	428	8 693
Secteur tertiaire	16 774	153 850	35 681	189 531	18 516	163 302	49 153	212 455
Commerce, hôtellerie, réparation	7 728	49 384	9 005	58 389	7 806	48 347	10 799	59 146
Commerce de gros	1 285	13 434	1 551	14 985	1 657	14 573	1 919	16 492
Intermédiaires du commerce	317	1 210	140	1 350	186	629	96	725
Commerce de détail	3 770	17 233	5 510	22 743	3 609	16 010	6 088	22 098
Hôtellerie et restauration	1 365	13 151	1 510	14 661	1 481	13 625	2 324	15 949
Réparation	991	4 356	294	4 650	873	3 510	372	3 882
Transports et communications	964	12 958	1 466	14 424	1 016	14 996	2 507	17 503
Chemins de fer, funiculaires	17	839	5	844	14	700	27	727
Transport routier, par pipe-line	515	3 490	265	3 755	450	3 930	358	4 288
Navigation	17	100	4	104	26	228	39	267
Transport aérien	79	3 331	303	3 634	113	3 841	835	4 676
Expédition, dépôt, agence de voyage	213	1 565	170	1 735	287	2 145	358	2 503
Communications	123	3 633	719	4 352	126	4 152	890	5 042
Banques, assurances, agences conseil	4 609	37 921	7 787	45 708	5 753	43 330	10 880	54 210
Banques, sociétés financières	445	16 079	1 292	17 371	669	19 046	1 767	20 813
Assurances	154	2 929	382	3 311	221	3 342	466	3 808
Affaires immobilières	252	1 572	377	1 949	326	1 769	456	2 225
Location de biens mobiliers	88	715	211	926	101	511	129	640
Services commerciaux, consultants	2 546	12 919	2 630	15 549	3 322	15 345	3 626	18 971
Services personnels	1 124	3 707	2 895	6 602	1 114	3 317	4 436	7 753
Autres services	2 921	29 234	13 504	42 738	3 368	30 957	17 288	48 245
Enseignements public et privé	540	7 714	5 679	13 393	599	7 679	6 881	14 560
Recherche-développement (sauf uni)	26	773	132	905	27	483	68	551
Services de santé, vétérinaires	1 251	10 910	3 307	14 217	1 448	11 803	4 699	16 502
Voirie, assainissement	66	1 304	28	1 332	61	1 284	36	1 320
Oeuvres et hébergement sociaux	229	2 758	1 237	3 995	280	3 645	2 691	6 336
Organisations religieuses, philosophiques	140	847	579	1 426	182	956	466	1 422
Défense d'intérêts collectifs	214	2 165	713	2 878	240	2 181	942	3 123
Culture, sports, loisirs	455	2 763	1 829	4 592	531	2 926	1 505	4 431
Administrations publiques	552	24 353	3 919	28 272	573	25 672	7 679	33 351
Adm. publiques (au sens strict)	340	6 955	2 038	8 993	358	7 544	1 821	9 365
Assurances sociales	7	649	58	707	8	649	107	756
Diplomatie, org. intergouvernementales	205	16 749	1 823	18 572	207	17 479	5 751	23 230
Total	20 646	203 887	39 886	243 773	22 485	209 859	52 856	262 715

(1) Agriculture et horticulture; en 1985, y compris la sylviculture et la pêche.

Etablissements et emplois par activité économique, variation entre 1985 et 1991

	Variation absolue				Variation relative en %			
	Etablissements	Emplois à plein temps	Emplois à temps partiel	Emplois total	Etablissements	Emplois à plein temps	Emplois à temps partiel	Emplois total
Secteur primaire (1)	-68	-314	-870	-1 184	-9,1	-11,1	-56,9	-27,2
Secteur secondaire	165	-3 166	368	-2 798	5,3	-6,7	13,8	-5,6
Economie énergétique	3	106	13	119	30,0	7,8	61,9	8,6
Electricité, gaz, eau	2	100	11	111	20,0	7,4	52,4	8,0
Extraction de sel, pétrole, gaz	1	6	2	8	///	///	///	///
Industrie, arts et métiers	86	-1 826	321	-1 505	4,6	-6,8	15,6	-5,2
Industrie des produits alimentaires	-1	-356	-51	-407	-2,0	-24,8	-28,0	-25,1
Industrie des boissons	0	-60	-1	-61	0,0	-43,8	-11,1	-41,8
Industrie du tabac	0	-91	11	-80	0,0	-24,2	366,7	-21,1
Industrie textile	7	101	17	118	100,0	246,3	425,0	262,2
Industrie de l'habillement, lingerie	-22	-259	26	-233	-19,6	-47,7	74,3	-40,3
Industrie du bois et du meuble	8	-67	40	-27	2,3	-3,1	37,4	-1,2
Industrie du papier	-1	-63	-21	-84	-10,0	-21,9	-75,0	-26,6
Arts graphiques	47	-201	132	-69	16,6	-7,2	24,8	-2,1
Industrie du cuir et de la chaussure	6	154	0	154	18,8	52,0	0,0	46,7
Industrie chimique	-6	31	24	55	-9,0	1,1	11,4	1,8
Industrie des mat. plast., caoutchouc	-2	-60	0	-60	-10,0	-54,1	0,0	-50,4
Produits minéraux non métalliques	-3	-114	8	-106	-4,0	-12,1	21,6	-10,8
Métallurgie	-2	-7	19	12	-0,9	-0,3	14,6	0,5
Construction de machines, véhicules	35	-209	12	-197	53,8	-6,4	7,8	-5,7
Constr. électriques, électron., optique	2	-1 253	-71	-1 324	1,3	-29,1	-22,0	-28,6
Horlogerie, bijouterie	17	784	160	944	7,4	18,9	98,8	21,9
Autres industries	1	-156	16	-140	0,5	-13,4	15,8	-11,0
Bâtiment et génie civil	76	-1 446	34	-1 412	6,2	-7,7	5,7	-7,3
Construction (gros oeuvre)	30	-1 596	-3	-1 599	10,5	-14,9	-1,5	-14,6
Aménagement et parachèvement	46	150	37	187	4,9	1,8	9,5	2,2
Secteur tertiaire	1 742	9 452	13 472	22 924	10,4	6,1	37,8	12,1
Commerce, hôtellerie, réparation	78	-1 037	1 794	757	1,0	-2,1	19,9	1,3
Commerce de gros	372	1 139	368	1 507	28,9	8,5	23,7	10,1
Intermédiaires du commerce	-131	-581	-44	-625	-41,3	-48,0	-31,4	-46,3
Commerce de détail	-161	-1 223	578	-645	-4,3	-7,1	10,5	-2,8
Hôtellerie et restauration	116	474	814	1 288	8,5	3,6	53,9	8,8
Réparation	-118	-846	78	-768	-11,9	-19,4	26,5	-16,5
Transports et communications	52	2 038	1 041	3 079	5,4	15,7	71,0	21,3
Chemins de fer, funiculaires	-3	-139	22	-117	-17,6	-16,6	440,0	-13,9
Transport routier, par pipe-line	-65	440	93	533	-12,6	12,6	35,1	14,2
Navigation	9	128	35	163	52,9	128,0	875,0	156,7
Transport aérien	34	510	532	1 042	43,0	15,3	175,6	28,7
Expédition, dépôt, agence de voyage	74	580	188	768	34,7	37,1	110,6	44,3
Communications	3	519	171	690	2,4	14,3	23,8	15,9
Banques, assurances, agences conseil	1 144	5 409	3 093	8 502	24,8	14,3	39,7	18,6
Banques, sociétés financières	224	2 967	475	3 442	50,3	18,5	36,8	19,8
Assurances	67	413	84	497	43,5	14,1	22,0	15,0
Affaires immobilières	74	197	79	276	29,4	12,5	21,0	14,2
Location de biens mobiliers	13	-204	-82	-286	14,8	-28,5	-38,9	-30,9
Services commerciaux, consultants	776	2 426	996	3 422	30,5	18,8	37,9	22,0
Services personnels	-10	-390	1 541	1 151	-0,9	-10,5	53,2	17,4
Autres services	447	1 723	3 784	5 507	15,3	5,9	28,0	12,9
Enseignements public et privé	59	-35	1 202	1 167	10,9	-0,5	21,2	8,7
Recherche-développement (sauf uni)	1	-290	-64	-354	3,8	-37,5	-48,5	-39,1
Services de santé, vétérinaires	197	893	1 392	2 285	15,7	8,2	42,1	16,1
Voirie, assainissement	-5	-20	8	-12	-7,6	-1,5	28,6	-0,9
Oeuvres et hébergement sociaux	51	887	1 454	2 341	22,3	32,2	117,5	58,6
Organisations religieuses, philosophiques	42	109	-113	-4	30,0	12,9	-19,5	-0,3
Défense d'intérêts collectifs	26	16	229	245	12,1	0,7	32,1	8,5
Culture, sports, loisirs	76	163	-324	-161	16,7	5,9	-17,7	-3,5
Administrations publiques	21	1 319	3 760	5 079	3,8	5,4	95,9	18,0
Adm. publiques (au sens strict)	18	589	-217	372	5,3	8,5	-10,6	4,1
Assurances sociales	1	-	49	49	14,3	-	84,5	6,9
Diplomatie, org. intergouvernementales	2	730	3 928	4 658	1,0	4,4	215,5	25,1
Total	1 839	5 972	12 970	18 942	8,9	2,9	32,5	7,8

(1) Agriculture et horticulture; en 1985, y compris la sylviculture et la pêche.

Emplois selon le secteur économique, par canton, en 1985 et 1991

	1985				1991			
	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total	Primaire (1)	Secondaire	Tertiaire	Total
Zurich	24 839	211 725	450 427	686 991	21 780	207 681	546 925	776 386
Berne	64 389	158 360	274 844	497 593	56 398	159 013	328 480	543 891
Lucerne	22 831	53 991	84 711	161 533	20 651	58 342	104 852	183 845
Uri	2 835	6 507	7 214	16 556	2 600	6 501	8 904	18 005
Schwytz	7 243	18 910	21 792	47 945	6 204	20 308	29 542	56 054
Obwald	2 951	4 890	6 729	14 570	2 714	5 262	8 224	16 200
Nidwald	2 129	4 907	7 815	14 851	1 985	5 486	9 994	17 465
Glaris	2 177	10 025	7 744	19 946	1 890	10 340	9 461	21 691
Zoug	2 778	18 125	26 553	47 456	2 488	20 998	36 066	59 552
Fribourg	15 677	31 125	46 476	93 278	13 828	35 113	62 457	111 398
Soleure	7 819	51 187	52 093	111 099	6 550	52 535	64 238	123 323
Bâle-Ville	670	53 288	108 688	162 646	476	54 522	118 742	173 740
Bâle-Campagne	5 481	42 412	46 358	94 251	4 890	46 946	60 942	112 778
Schaffhouse	3 212	17 880	17 078	38 170	2 748	17 614	21 376	41 738
Appenzell Rh.-Ext.	3 191	8 103	10 317	21 611	2 767	9 259	12 772	24 798
Appenzell Rh.-Int.	1 977	1 969	2 642	6 588	1 852	2 038	3 045	6 935
Saint-Gall	20 096	91 565	105 444	217 105	17 780	97 585	129 927	245 292
Grisons	14 285	27 143	56 889	98 317	12 424	29 719	68 384	110 527
Argovie	20 024	108 118	110 853	238 995	16 808	110 734	143 192	270 734
Thurgovie	14 882	43 810	38 091	96 783	12 496	47 580	48 516	108 592
Tessin	7 455	56 623	92 634	156 712	5 557	60 995	109 395	175 947
Vaud	28 126	80 699	173 127	281 952	20 859	83 929	212 668	317 456
Valais	26 833	38 749	66 457	132 039	20 735	42 920	83 247	146 902
Neuchâtel	4 648	34 675	41 217	80 540	3 957	35 159	51 567	90 683
Genève	4 334	49 894	170 959	225 187	3 164	47 096	189 225	239 485
Jura	4 571	14 156	12 602	31 329	3 865	16 067	16 122	36 054
Suisse	315 453	1 238 836	2 039 754	3 594 043	267 466	1 283 742	2 478 263	4 029 471

(1) Selon le recensement fédéral de l'agriculture de 1990.



Bundesamt für Statistik
Office fédéral de la statistique
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica

3003 Berne, Hallwylstrasse 15

Recensement des entreprises de 1991

Recensement des établissements du 30 septembre 1991

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à:

Prrière de vérifier l'adresse et de la corriger ci-après, si nécessaire

Nom: _____
Rue: _____
NPA, localité: _____
Commune politique: _____

I. Activité économique

Dans le Registre des entreprises et établissements, l'établissement précité est classé dans la branche:

Si, par la nature de l'activité qu'il exerce, l'établissement en question n'appartient plus à la branche susmentionnée, veuillez décrire son activité principale (p. ex., fabrication de..., commerce de gros de ..., ou vente au détail de ..., etc.):

II. Nombre de personnes occupées au 30 septembre 1991

(y c. le propriétaire ou le gérant travaillant dans l'établissement, les apprentis, les personnes ayant atteint l'âge de l'AVS, celles ayant un contrat de travail temporaire, les frontaliers et les saisonniers)

Durée hebdomadaire de travail:

Durée hebdomadaire de travail de la majorité des personnes occupées à plein temps (durée habituelle de travail de l'établissement)

heures minutes

Personnes occupées à plein temps
(90% ou plus de la durée habituelle de travail)

Hommes	Femmes	Total
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Personnes occupées à temps partiel
(50 à 89% de la durée habituelle de travail)

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------	----------------------

Personnes occupées à temps partiel
(moins de 50% de la durée habituelle de travail)

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------	----------------------

Effectif total des personnes occupées

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------	----------------------

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez prendre contact avec le/la responsable

Le/la soussigné(e) certifie avoir rempli le présent questionnaire avec exactitude:

Tél. 0 / _____

Signature / Date: _____

Collection "Aspects statistiques"

Derniers numéros parus

- N° 84 Mai 1991**
L'acquisition de la nationalité suisse dans le canton de Genève
- N° 85 Juin 1991**
Evolution et niveau des loyers à Genève;
situation à fin 1990
- N° 86 Février 1992**
Economie genevoise : rétrospective 1991
- N° 87 Janvier 1992**
Bénéfice imposable des sociétés de capitaux à Genève
Evolution des dépenses publiques du canton de Genève et de ses communes selon une optique fonctionnelle
- N° 88 Octobre 1992**
Transports et pendulaires à Genève : résultats de deux enquêtes
- N° 89 Décembre 1992**
Mélanges démographiques
- N° 90 Décembre 1992**
La structure des salaires à Genève en octobre 1991
- N° 91 Mars 1993**
Economie genevoise : rétrospective 1992
- N° 92 Juillet 1993**
L'enquête suisse sur la population active de 1991 : quelques résultats pour le canton de Genève
- N° 93 Novembre 1993**
Mélanges démographiques
- N° 94 Décembre 1993**
L'hôtellerie à Genève : offre, demande et conjoncture
- N° 95 Février 1994**
Evolution de l'emploi à Genève entre 1985 et 1991
Résultats des recensements fédéraux des entreprises
Volume 1

Liste complète des numéros parus

Disponible sur demande

Prix 1994

Ce numéro	15 F
Abonnement annuel (6 à 8 numéros par an)	40 F
Abonnement combiné	80 F
Abonnement général	250 F

Renseignements et commandes

Téléphone : 022 / 787 67 07
Télécopieur : 022 / 736 29 45

Publications de l'Office cantonal de la statistique

Données générales

Annuaire statistique

Environ 380 pages, parution vers la fin du mois d'octobre; recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton de Genève et ses communes

Mémento statistique

Dépliant annuel paraissant en mai (gratuit)

Bulletin statistique

Bulletin mensuel de 8 pages, complété d'une feuille trimestrielle de données suisses et d'un cahier récapitulatif paraissant en mars

Données commentées, analyses

Quatre séries identifiables par leur couleur

Aspects statistiques

Couleur bleue, 4 à 6 numéros par an; série consacrée à la présentation commentée et illustrée de sujets divers traités périodiquement ou d'études ponctuelles. Dans cette série paraît chaque année, au début mars, une rétrospective sur l'économie genevoise

Données statistiques

Couleur jaune, 8 à 10 numéros par an; série permettant la diffusion rapide de résultats statistiques sous la forme de tableaux brièvement commentés

Etudes et documents

Couleur rouge, diffusion par souscription; documents techniques ou données statistiques ayant valeur d'archives

Reflets conjoncturels

Couleur brune; trimestriel traitant de la conjoncture économique à Genève

Feuilles périodiques diverses

Marche des affaires

Feuilles de couleur orange

Industrie : résultats du test conjoncturel; feuille mensuelle avec complément trimestriel

Hôtellerie : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle

Construction : résultats de l'enquête sur l'activité de la construction et choix d'indicateurs conjoncturels complémentaires; feuille trimestrielle

Indice genevois des prix de la construction de logements

Recueil de tableaux, avec commentaires, couleur turquoise, paraissant début juin

Indices des prix à la consommation

Feuille mensuelle, couleur violette; tableaux sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois